DESALINYEN

…vwa Desalinyen ak Desalinyèn Pwogresis yo
…syasyon Inivèsitè ak Inivèsitèz Desalinyèn
(ASID)

Pou Yon Inivèsite Lib ak Demokratik

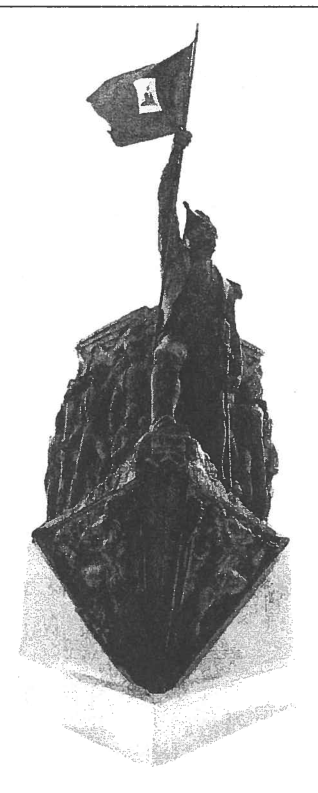


Premye Ane, me-jen 2008, nimewo 2
pri nimewo a: 50 goud

DESALINYEN

Pòtvwa Desalinyen ak Desalinyèn Pwogresis yo
Asosyasyon Inivèsitè ak Inivèsitèz Desalinyèn
(ASID)

Pou Yon Inivèsite Lib ak Demokratik



Premye Ane, me-jen 2008, nimewo 2
pri nimewo a: 50 goud

Ranmase

Édito

Entre Réforme et Révolution : l'Université, autre espace de luttes politiques

Depuis plus d'une vingtaine d'années, la question de réforme morale et intellectuelle est à l'ordre du jour en Haïti. L'actualité est d'autant plus poignante que le pays vit une crise éthique assez profonde : même les classes dominantes, élites intellectuelles et économiques confondues, n'ont osé, en la circonstance, revendiqué leur position sociale. On dirait qu'elles ont choisi la confusion comme stratégie psychologique de domination !

L'histoire est toujours en mouvement : des protagonistes de la Fédération Nationale des Étudiants Haïtiens (FENEH), aujourd'hui gros potentats de l'ordre néolibéral, tentent de justifier leur nouvelle position tout en feignant d'oublier le bien-fondé des luttes étudiantes qui ont su forger, dans la douleur, l'autonomie de l'université d'État d'Haïti ; de jeunes professeurs ont su tracer la voie ou la suivre en confondant la liberté avec le républicanisme ou le transformisme. Tout compte fait, cette nouvelle posture traduit la production de contradictions sociales qui créent de nouveaux individus sociaux entrant en lutte pour la conservation ou la transformation.

Dans ce numéro du Desalinyen, la question de l'université occupe les espaces, comme autre espace de luttes politiques. En effet, ses journalistes progressistes, inspirés de l'idéal dessalinien de la liberté pleine, y ont présenté leur lecture critique de diverses positions intellectuelles visant à propager la vision néolibérale de l'éducation. Par la dialectique de l'objectivité et de la subjectivité, ils ont su réfuter la posture scientiste de la réforme universitaire. Ainsi ont-ils librement choisi la réforme universitaire comme processus et produit de transformation sociale.

C'est dans ce contexte que la Revue Desalinyen a estimé d'une actualité vivante, le passé de la lutte universitaire contre le duvaliérisme. Et l'interview que nous a accordée le professeur Anselme Rémy vient témoigner de l'amnésie volontaire de quelques acteurs des Dispositions transitoires qui régissent, en attendant la promulgation de la loi portant nouvelle organisation de l'UEH, l'unique université réellement publique en Haïti. Quand ce passé vivifie la présente lutte pour la transformation universitaire, c'est l'avenir des classes populaires qui se trouve illuminé par la raison dialectique. En ce sens, la réforme universitaire n'a pas de sens en dehors d'un projet de société globale. Aussi est-il stérile de vouloir opposer réforme et révolution !

Dans la conjoncture actuelle des luttes populaires contre la vie chère, la polémique universitaire est d'une praxis fondamentale. Car, la réforme universitaire participe de la lutte classiste qui ponctue les émeutes de la faim du début du mois d'avril 2008, en Haïti.

JnAnil

Entre marchandisation et émancipation humaine

La réforme de l'unique université publique d'Haïti est devenue depuis quelque temps un refrain que toutes les lèvres fredonnent, même avec toutes les détonations possibles. Il suffit, si l'on en doute, de considérer le dernier titre paru sur la question : « L'Indispensable Réforme de l'Université d'Etat d'Haïti [1]». Comme la plupart des textes de cette lignée, celui-ci espère soulever « critiques, controverses et autres réflexions », afin « de secouer ce vieil édifice qui mérite tellement d'être réhabilité, remodelé ou même d'être refondé ».

Tout en qualifiant « d'aberrations, [certains] partis pris et positionnements idéologiques et politiques », l'auteur n'hésite pas – à moins de le faire sans s'en rendre compte – à affirmer lui aussi ses propres partis pris et positionnement idéologiques. Quelques (membres de) phrases peuvent servir d'illustrations : « (...) justifier, envers une nation pauvre comme Haïti, la **pertinence** et l'**efficacité** des formations qu'elle [l'UEH] dispense (...) », « (...) l'état haïtien devra allouer beaucoup plus d'argent à l'université **moderne, performante** et **efficace** (...) », « (...) une université qui n'est pas **rentable,** qui n'est pas **efficace** et qui ne participe guère aux efforts de **développement national** » (...). Le texte fourmille d'expressions de ce genre, qui témoignent du parti pris de son auteur à mieux faire de l'UEH une université taillée sur l'aune du marché capitaliste faussement qualifié de néolibéral. [2] Nous les

---

[1] Par Ronald Jean Jacques, professeur à l'UEH depuis 1994, ancien Coordonnateur du Conseil de la Faculté des Sciences Humaines (de 1996 à 2000). Il est récemment désigné par le Conseil de l'Université comme Membre de la Commission de Réforme de l'UEH, selon mes dernières informations.

[2] "La nouveauté du néolibéralisme n'est qu'un leurre. Son cadre conceptuel est fondamentalement le même que celui des fondateurs du libéralisme classique.(...) Le néolibéralisme remplace les idées d'hier par celles d'avant-hier en les présentant comme celles de demain."Cf. J.-Claude St-Onge, L'imposture néolibérale, écosociété, Montréal, 2000.

soulignons à dessein, pour attirer l'attention des lectrices et lecteurs sur le fait que le texte cité comporte les mêmes tares qu'il entendait dénoncer.

Contrairement à la façon dont l'introduction de notre réflexion s'amorce, notre intention n'est ni d'analyser ni de critiquer voire de commenter le texte du professeur. Ces quelques remarques visaient seulement à opérer une autre mise en garde : toutes les nuances ou tous les efforts de nuances mis à part, ce qui se passera dans l'UEH et que l'on dénommera RÉFORME portera soit l'empreinte idéologique du marché capitaliste de plus en plus globalisé – comme le veut l'extrait suivant du texte du professeur : « L'Université haïtienne (l'UEH et toutes les autres) doit immanquablement participer au développement de la société haïtienne en lui permettant de s'insérer et d'intégrer de manière heureuse et profitable déjà le marché du CARICOM et ensuite les autres marchés régionaux... et pourquoi pas les marchés nord-américains, européens, asiatiques et africains » –, soit celle du projet de liberté pleine et d'émancipation humaine mis en branle par la plus grande révolution de l'histoire contemporaine, la Révolution de 1803, mais brutalement interrompue le 17 octobre 1806, avec l'assassinat de son principal représentant.

Notre propos est donc simple : il consistera à dire que la réforme de l'UEH ne manquera pas de parti pris et de positionnement idéologiques. Que celle-ci est dans l'impasse parce que justement les acquis qui autorisent ses éléments progressistes à réclamer sa réforme butent contre l'idéologie de ceux qui sont placés pour la mettre en branle. Et que finalement l'UEH sera tôt ou tard réformée, mais dans le sens et l'intérêt des groupes ou de la classe qui auront acquis la domination à l'époque. Mais notre propos vise également à dire que celles et ceux qui entendent réformer l'UEH pour mieux la conserver au service des ennemis historiques de la cause populaire, ne sont pas tous eux-mêmes des ennemis conscients de cette cause. Ce qui rend une idéologie

vraiment puissante, c'est justement lorsqu'elle parvient à s'imposer en douce sans avoir besoin de dire son nom. Autant dire que notre propos entend être un cri pour tenir éveiller ceux qui estiment que la réforme de l'UEH doit plutôt se fonder sur l'ontologie du travail associé d'êtres libres – non pas sur celle de l'achat et de la vente de forces de travail.

Il nous parait d'une urgence extrême, au moment où toutes les forces du marché se coalisent pour faire de l'UEH une fabrique de chômeurs – la meilleure façon de former des chômeurs est de former pour le marché (du travail) et selon ses besoins[3]– que les contours du projet alternatif se (re)dessinent ou se renforcent. Ceux et celles qui entendent faire de l'UEH une simple périphérie des modèles dominants qu'ils et elles admirent, doivent savoir au moins que la voie ne leur sera jamais libre de faire comme bon leur semble. Il faut au moins leur dire que si les contribuables dépensent 400 millions de gourdes rien qu'en 2008 à l'UEH, c'est-à-dire en moyenne plus de 30,000 gourdes pour la formation de chaque étudiant, on ne restera pas les bras croisés assister gaiment quelques potentats détournant ces fonds dans le sens du projet globalisant – le même qui tient notre pays dans la situation qui est sienne depuis 1806. Et à notre sens, l'enjeu final cumule dans l'admission ouverte à l'UEH.

Il y a lieu de remarquer que le projet dans le sens duquel les actuels mandataires s'apprêtent à réformer l'université publique haïtienne fait son cours structurel depuis toujours dans le pays. Ce qui leur dispense de tout effort de penser. Il ne leur reste qu'à adapter la formation universitaire aux besoins d'un système,

---

[3] Marx nous a dispensés de l'effort de démontrer que le capital a besoin pour se maintenir de révolutionner continuellement les moyens et conditions de production qu'il utilise. Ce qui le met en demeure de toujours recourir à des savoirs, des savoir-faire, des compétences et des technologies appelés à évoluer à un rythme exponentiel. Pour approfondir, on peut lire *Le Capital* ou, pour aller plus vite, *Le Manifeste*.

lesquels évoluent à un rythme exponentiel. En clair, leur réforme ne sera que la continuité de la réforme Bernard qui entendait adapter l'école haïtienne aux besoins technologiques du capital en formant, non pas des gens-capables-de-penser mais des citoyens-producteurs[4].

L'Université publique d'Haïti comme toutes les institutions publiques du pays, ne servent déjà que les intérêts de ceux qui commandent le système. C'est pourquoi elle méprise carrément le fait que ses postulants aient déjà réussi deux examens officiels organisés par le même état d'Haïti. Elle filtre à travers des concours, ceux qui se seront montré les plus aptes à la reproduction du statu quo. Comment penser la réforme de l'UEH sans penser d'emblée à offrir une place à tous ceux et toutes celles qui sont annuellement refoulées dès la porte d'entrée ? C'est dire que toute réforme sérieuse de l'UEH doit se faire dans une perspective dessalinienne, en pensant à ceux qui sont refusés, non pas parce qu'ils seraient physiquement ou intellectuellement incapables de poursuivre des études universitaires, mais parce que, pour des raisons qu'on n'ose pas avouer, on n'a pas besoin d'eux à l'UEH. Mais c'est également dire l'effort conjoint que doivent déployer celles et ceux qui veulent d'une UEH (peu importe son nom pour le moment) où l'admission est ouverte. Ils doivent entreprendre l'effort de penser le projet de société dans laquelle celle-ci s'insèrera.

En clair, en réformant l'UEH dans une perspective dessalinienne, on ferait beaucoup mieux que d'offrir une place à tous ceux et toutes celles qui en veulent une. On récupèrera du même coup l'héritage des captifs et des marrons de Saint Domingue qui, au moment où l'esclavage a été le Droit mondial, avaient oser se dresser pour fonder une société où l'espèce humaine ne devait plus être une marchandise.

---

[4] Voir les programmes-cadres et programmes détaillés de l'école fondamentale.

Beaucoup manqueront le courage de le faire, croyant qu'Haïti doit vibrer au rythme de ses « amis », autrement ils auraient pu se demander si ce n'est pas le moment de revisiter notre histoire de peuple. Sauf à condition de renoncer à ne plus être Haïtien dans ses veines, comment envisager une quelconque réforme de l'UEH sans rendre celle-ci capable de soulever, reprendre et poursuivre les revendications de 1806, plus que jamais d'actualité ?

Les propos de ce texte reconnaissent la validité d'un ensemble de propositions déjà faites quant aux nombreux problèmes que cette réforme de l'UEH doit poser. Il y en a qui nous paraissent d'une telle pertinence qu'il nous parait simplement devoir y renvoyer les lectrices et lecteurs[5]. Cela mettra en garde également contre toute tendance nihiliste qui chercherait à ignorer les acquis historiques de l'Université.

Ce texte entendait affirmer que la mise en branle du processus de la Réforme de l'UEH doit porter sur les trois aspects majeurs : le curriculum, l'espace physique et la dimension administrative. Et qu'à terme, elle doit offrir une épistémologie et une ontologie qui divorcent d'avec l'épistémologie et l'ontologie dominatrices qui fabriquent pour nous des néo-colonisé-e-s qui brandissent avec fierté leur résignation et leur capitulation devant un monstre qui parachève la misère du genre humain.

Francksegu y

Iputinga, le 17 avril 2008

---

[5] Nous pensons entre autres, au Cadre de discussion sur la Réforme de l'UEH, document proposé par le Front de résistance pour l'autonomie et l'indépendance de l'UEH et au rapport de la 1ère Commission de réforme.

Yon lit, yon Inivèsite, yon sosyete!

Yon batay ki makonnen ak listwa politik, sosyal, ekonomik ak kiltirèl peyi nou. Yon lit ki te fèt pou pèmèt yon sosyete libelibè tankou papa Desalin te swete l. Nan sans sa a, Asosyasyon Inivèsitè ak Inivèsitèz (ASID) ki kwè nan ideyal desalinyen an te deside retrase pakou lit inivèsite a pou kominote a pandan l ap gade vokasyon inivèsite a nan peyi a ak kouman jounen jodi a, si rejim diktatoryal Divalye a pa egziste ankò, si se pa pitit gwo zouzoun yo ki gen dwa pou benefisye ansèyman siperyè tankou li te ye nan tan lontan, se gras ak sakrifis, goumen, lanmò ak egzil anpil moun ki te nan Inivèsite a, ki te pran konsyans, ki te deside divòse avèk pratik ki te egziste yo, ki fè nou gen inivèsite nou genyen jounen jodi a. Konsa, nou te fè yon ti dyalòg avèk yon militan ki nan lane 60-80 te menmen yon batay san parèy pou chanjman nan inivèsite a ak nan sosyete a, ki te pran legzil epi ki te tounen nan fen lane 80 vin kontinye lit la. Jounen jodi a, li se pwofesè nan inivèsite sila a kote li t ap goumen kòm etidyan pou chanjman an rive fèt.

Nan yon premye tan, pwofesè a te pale nou yon ti kras sou chimen li nan inivèsite a. Nan yon lòt moman, nou te fè yon voye je gade tout sitirasyon inivèsite a jounen jodi a, wè rapò inivèsite a tabli avèk sosyete a pandan nou t ap wè konpòtman etidyan yo jounen jodi a sou yon seri pwoblèm k ap brase bil sosyete a, kouman yo konprann kesyon refòm nan avèk reyalite sosyal la ? Nou te seye konprann tou kisa ki fè pou jouk jounen jodi a refòm nan pa kapab ateri, osnon yon refòm, pou kilès, pou ki kategori moun nan sosyete a ? Nou te tou pwofite voye yon ti kout je gade komisyon refòm nan. Se avèk pwofesè Anselme Rémy nou te koze nan sans sa a.

Pwofesè Anselme, fè yon ti pale ak nou sou pasaj ou nan inivèsite a ?

Pou kesyon pasaj nou nan tout nivo nan inivèsite a, li klè, nan yon premye moman, nou te etidyan nan inivèsite a pandan lane 70 yo, nou t ap milite pou chanjman nan epòk la pou inivèsite a ak

pou sosyete an jeneral, paske nan moman sa a nou gen rejim sanginè Divalye ki t ap kraze brize. Pou sa a, nou te pati ale nan legzil nan peyi Lèzetazini kote nou te pran yon fòmasyon an plis nan antwopoloji epi nou te tounen nan fen lane 86 yo, kote nou vin pwofesè apre nou retouen nan peyi a, ki te fèt avèk depa rejim kraze zo diktatè Jan Klod Divalye ansanm ak papa li ki te gen gouvènay peyi pandan 29 lane, jouk pou rive bout nan lane fevriye 1986 apre yon seri lit, goumen mas popilè yo te tanmen. Pandan yon tan, nou te youn nan moun ki t ap dirije fakilte etnoloji kote nou te dwayen ak pwofesè. Apre sa, se nan fakilte syans zimèn kote nan yon premye tan nou te responsab depatman sosyoloji, pou vin apre manm konsèy kòdinasyon an nan eleksyon ki te fèt yo. Nou se pwofesè tan plen tou nan fakilte syans zimèn. Manda nou kòm mann konsèy la, prèske fini kote eleksyon ap gen pou fèt nan mwa me k ap vini an.

Eske w ka fè yon ti listwa sou mouvaman etidyan nan inivèsite a ?

Inivèsite a menm, se yon espas batay. Alòs, nan lane 70 yo, lit etidyan nan peyi dAyiti te gen yon gwo siyifikasyon. Paske lè nou konsidere jan chapant sosyete a te ye, kote rejim Divalye a t ap kraze brize, fè vyolans, komèt lenjistis, elatriye, Inivèsite a tou te sibi tout konsekans abi ki t ap fèt nan sosyete a, pitit sòyèt yo te youn nan pi gwo viktim jesyon sila a. Gen tout yon seri bagay ki te marande avèk reyalite sosyal nan epòk sa a, ki fè lit la pa te sèlman posib, men tou, li koutinye. Nan epòk sila a, te gen yon mouvman sosyal enteresan, anpil moun, sitou etidyan nan inivèsite a, te wè yon seri malpwòpte ki t ap fèt nan sosyete a, yo te deside denonse yo, yo te koumanse gen yon konsyans nou pa kapab esplike lakay eleman klas popilè yo ki te nan inivèsite a, nan menm moman an. Kontèks lit entènasyonal yo, tou espesyalman sa ki t ap fèt nan Amerik Latin yo, te pèmèt je nou menm nan peyi Ayiti, klè sou yon seri koze ki pa nan enterè pèp. Nan epòk sila a, òganizasyon etidyan ki te rele UNEH (Union Nationale des Étudiants Haïtiens) ki te gen ladann prèske tout etidyan inivèsite a te yon moun, nou te gen sousi batay pou yon chanjman total kapital. Konsa, apre retou

mwen nan peyi a, mwen jwenn FENEH (Fédération Nationale des Étudiants Haïtiens) ki te kontinye tanmen lit la.

Pwofesè, kouman ou wè angajman etidyan nan lit nan epòk ou a ak kounye a ?

Nan epòk pa m nan, etidyan pat sèlman etidyan, men yon moun oubyen jan nou ta vle rele l, yon ajan chanjman, chanjman pou sosyete a nan tout kouti l. Tout moun pa janm angaje nan lit, w ap toujou jwenn yon seri ki dakò, yon lòt seri deside yo p ap goumen. Se pa paske yo pou konsève sistèm nan, men paske yo pat kapab depase danje kesyon an te mande. Paske nan moman sila a, nèg t ap viv sou tansyon, gwo tansyon, tonton makout konn ap mache chèche w, y ap boule dokiman anpil moun te genyen, ou menm ou boule dokiman sou kominism, gouvènman pa te vle wè kominis, si w kite yo konnen sa, ou antrave. Konsa, anpil nan nou mouri, sa ki te pran legzil tankou mwen menm, lòt ki te rete pou kontinye, men an kachèt. Epi, nenpòt kote w ye, batay la ap kontinye. Alòs alèkile, etidyan yo pa gen sousi sa a, lè n ap gade jan kalte ansèyman ap degrade, etidyan ap kopye pou rantre nan fakilte, lè yo fini antre, yo kontinye pran poul pi rèd. Ki fè chak jou pi plis, sosyete a ap degrenngole, pwoblèm sosyete pa enterese etidyan yo ankò, menm sousi pou fòme pwòp tèt pa yo pa egziste, chanje kondisyon lavi moun pa enpòtan ankò, chak moun wè pwòp tèt pa yo, yo nan rapò ak tèt pa yo senpman. Kidonk sousi pou òganize yo jan l te konnen fèt la, pa egziste.

Gen kontèks yo ki pat menm, èske se pa pito sa ki pwoblèm nan ?

Se vre, gouvènman ki te egziste nan epòk la, nan jan li t ap mennen gouvènay peyi a, te poze pwoblèm serye. Vin jwenn tou, tout lit ki t ap mennen nan Amerik Latin nan epòk la, espesyalman nan inivèsite yo, te pèmèt yon seri bagay fèt. Men, sosyete nou an, jounen jodi a, toujou gen yon pakèt pwoblèm k ap brase bil li, si w pran kesyon lavichè a, grangou k ap koupe trip moun jouk yo ba l non ki se kloròks, gen fenomèn ensekirite a tou, gen pwoblèm ki egziste nan inivèsite a menm, elatriye. Nou p ap voye jete kesyon kontèks la, men nesesite batay la toujou la, gany nou te fè yo

merite pou kenbe, pandan n ap goumen pou fè lòt. Rejim boutdi Divalye a t ap toupizi nou, t ap bwè san anpil malere, anpil nan nou, men jounen jodi a tou, yo kontinye ap toupizi nou, ap kraze malere pitit moun nan mas popilè yo. Sosyete ayisyèn nan, se pa pwoblèm li manke jounen jodi a, kidonk se pa yon kesyon kontèks.

Daprè ou menm, ki wòl yon inivèsite nan yon sosyete, espesyalman Inivèsite Leta dAyiti (ILA) a nan sosyete ayisyèn nan ? Ki rapò Inivèsite a ta dwe tabli avèk leta ayisyen ?

Yon inivèsite, se espas kote moun ap reflechi, ap pwodui konesans, ap mennen aktivite akademik ki gen ladann l lòt aktivite pou pèmèt devlopman moun ki ladan l yo. Nan epòk pa m, te gen kesyon foutbòl la ki t ap mennen, chanpyona inivèsitè a te sere serye, nou te blije pratike yon espò, se tankou se te yon obligasyon pou etidyan yo. Se tou yon espas lit, lit pou chanjman tanmen nan menm espas sa a, pou chanjman tanmen nan espas menm kote n ap viv la. Inivèsite leta a, gen yon gwo wòl nan sosyete pa nou an. Jounen jodi a, n ap viv yon lokipasyon sou fòm modèn li, kote gen yon misyon loni ki se koutye enperyalis yo sou teritwa a. Eben, nou gen pou misyon pou nou tanmen batay pou yon lòt sosyete, goumen pou nou jwenn libète pèp la genyen depi 1804, kote mas esklav te batay pou nou. Nou dwe tou fè jefò pou fòmasyon n ap bay la kapab yon fòmasyon ki marande, bobo menm avèk reyalite peyi nou nan tout kouti l. Inivèsite a dwe tounen, parapò ak privilèj li, jan nou ta ka di l, avangad mouvman liberasyon pèp ayisyen.

Inivèsite a dwe egziste pou defann klas moun ki domine yo, depi lontan, listwa montre leta a nan jan l ap fonksyone, si w pran rejim Divalye a ak lòt rejim yo, pezesouse a toujou fèt. Rapò fòs yo enpoze nou yon goumen ki mete leta ayisyen anfas inivèsite a. Leta ayisyen dwe bay inivèsite a mwayen pou l fonksyone, yon fason pou l ranpli misyon li bay tèt li nan regleman li yo, men tou pou fini ak yon seri abi nan sosyete a.

Fè yon ti pale avèk nou sou Inivèsite a nan kesyon jesyon ak òganigram li.

Nan kesyon jesyon ak òganigram, nou ka di inivèsite a gen ladan l, plizyè fakilte ki gen ladan l yon konsèy jesyon. Nan kèk

ladan yo, se dwayen k ap dirije yo, nan yon seri lòt se yon konsèy tankou fakilte syans zimèn men tout se sou direksyon rektora inivèsite a yo ye. Gen konsèy inivèsite a ladan l nou jwenn konsèy ekzekitif la ki gen nan tèt li rektè inivèsite a. Konsèy inivèsite a, se pi gwo enstans nan kesyon jesyon inivèsite, se inite santral jesyon bidjè ki pou anvansman, administrasyon, devlopman ak rechèch. Men, lè chak fakilte yo gen fason pa yo pou jere ak òganize yo, pou pèmèt gen yon bon jesyon entèn, se pa fakilte yo ki otonòm. Se inivèsite a, ki fè rektora a gen je sou tout sa k ap pase nan tout fakilte yo epi li gen misyon pou asire yon kòdinasyon ant tout antite yo, pran desisyon, sanksyon, elatriye. Toujou pou konsèy ekzekitif la ki gen ladan l rektè a, yon visrektè nan zafè rechèch, yon lòt nan zafè akademik. Nan konsèy jeneral la, gen reprezantan etidyan ak pwofesè chak fakilte yo, se la tou tout desisyon ki konsène kominote inivèsite a pran.

Si n t ap fè yon ti pale sou lit ki te tanmen, Kisa nou ta dwe di ?

Bon, si n ap pale sou lit la nan epòk pa m, nou ka di rejim Divalye se te pi gwo lenmi nou lè sa a. Nou menm jèn ti gason, nou kwè nan kominism ak nan revolisyon pou kapab gen yon lòt sosyete. Men tou, lè sa a, kote òganizasyonèl pa te pi enpòtan nan lit la, piske ou pa te gen dwa òganize, si pouvwa epòk la ta konnen, se lanmò ki santans yo rezève pou w. Lè sa a, ou tèlman kwè nan yon bagay ki pètèt depase w, nou te ka di te gen anpil sa nou rele « womantism revolisyonè », ou te reve fè revolisyon pou chanje sistèm nan. Se ankachèt tout sa ki gen pou te fèt ap fèt, ou pase lakay yon nèg ou pale, denmen se kay yon lòt, li te difisil anpil pou w gen kote fiks pou reyinyon oubyen lòt kesyon. Men tou sou menm kesyon womantism revolisyonè a, se yon fason pou di w se bann ti boujwa, ki kwè nan kesyon an pou fè revolisyon an. Te manke yon relasyon pi dirèk avèk mas popilè yo ki te difisil anpil tou pou fèt, menmsi sa pat anpeche nou distribye ti bwochi sou kesyon kominis bay pèp la. Tou sa, pou di w libète nou gen nan epòk sa pou denonse yon seri bagay k ap pase nan inivèsite ak sosyete, pat egziste nan tan pa m nan. Lit nou an, se te yon lit

klandesten, se youn nan bagay ki te kòz li te gen anpil limit, ki kòz yon seri bagay pa pote rezilta nou te vle.

Èske w kapab fè yon ti pale avèk nou sou oryantasyon lit sa a te pran ansanm ak fason nou te konn òganize n malgre tout limit nou konnen batay la te gen nan epòk la ?

Li klè, oryantasyon lit la, se yon oryantasyon ki te ale nan sans revandikasyon mas yo, men pa bliye se yon bann ti boujwa entèlektyèl nan inivèsite a malgre yo sòti nan diferan kouch sosyal ki charye yon seri diskou, ki fè batay la te plis tanmen pou zafè ki konsène inivèsite a. Men, sa pat anpeche nou konprann nou menm nan inivèsite sa a, batay la marande avèk batay global la, kidonk batay pou chanje chapant figi sosyete a. Tout revandikasyon nou yo gen yon oryantasyon popilè piske nan epòk la, pwoblèm sosyal, ekonomik, politik ak kiltirèl peyi a te gen konsekans sou tout kouch nan sosyete a, espesyalman mas popilè a sòf pou boujwa ki te frè menm papa ak sistèm leta ki te gen mayèt peyi a nan men li. Pou fason nou te konn òganize n, se te yon bagay estwòdinè, piske nan moman an, reyinyon politik oubyen tout lòt reyinyon ki p ap di menm bagay ak rejim ki te anplas la, te enposib. Se te byen, men pou kesyon direksyon lit la, te gen yon pwoblèm malgre li difisil pou te gen yon direksyon òganize tankou jounen jodi a nou ka fè. Mwen panse se youn nan limit batay la te gen nan epòk la, ki kòz sa mwen ta ka rele yon echèk nan kesyon direksyon nan zafè lit ki t ap tanmen yo. Tou sa pou di w yon òganizasyon fòmèl pat egziste, li te difisil, mwen te ka di menm enposib.

Pwofesè, gen yon seri dispozisyon òganik ki reyini nan yon dokiman yo rele dispozisyon tranzitwa. Annatandan yon lwa kad pou inivèsite a, fè yon ti koze avèk nou sou dokiman sa a. Pouki, dapre ou menm, refòm nan pa ka fèt ?

Pou kesyon dispozisyon tranzitwa yo, mwen pa gen twòp enfòmasyon sou dokiman sa a, men lè mwen retounen nan peyi a nan fen lane 80 yo, gen anpil òganizasyon etidyan ki t ap kontinye batay la, ki fè m panse se nan sans revandikasyon yo ki marande ak kòz lit mas popilè a ki nan epòk sila a, te an avan ki mennen dokiman sa a. Li ta enpòtan pou nouvo ekip ki fèt monte a ta gen

enterè pou fè yon jefò nan sans sa a. Pou kesyon refòm ki pa ka fèt la, nou klè, se jan reyalite sosyal la marande avèk kontèks jounen jodi a, kote direksyon inivèsite a pran montre klè refòm yo vle fè a, se yon refòm pou yon gwoup moun ki pa ditou gwoup moun ki t ap batay yo. Revandikasyon vire, paske tout moun fè sa yo vle, jan yo vle.

Gen yon komisyon refòm ki chaje ak neyoliberalis ladan l, sa w panse ?

Mwen pa gen twòp enfòmasyon tou sou komisyon sa ki fèt monte a. Se vre, nou di m gen ladan l kèk moun nou konnen ki se yon bann neyoliberalis anraje. Alòs, sou sa nou ta ka di nan sans sa a, se yon trayizon yo fè tout lit ki te tanmen yo. Yon komisyon neyoliberal pa wè inivèsite a jan yo ta dwe wè l, se ap yon gwo kout kouto yo t ap ban nou, se chavire plis sitiyasyon n ap viv kit nan inivèsite a, kit nan sosyete a, an jeneral. Gen moun k ap defann yon gwoup moun espesyal, kidonk se pwoblèm pou yon inivèsite ki ka fè kontak la avèk sosyete a.

Ki mesaj w ap bay ak kominote inivèsitè a ?

Mesaj la, se t ap pou nou pran lavni nou nan men nou, pou pèmèt inivèsite a reprann chimen li nan chache konnen listwa batay li, nan goumen pou nou gen yon inivèsite ki reponn vokasyon, pou konnen se inivèsite yo ye. Apati sa, yo gen anpil responsablite, paske lavni peyi a se nan men yo li ye. Fòk yo pran konsyans, yon fason pou pèmèt chanjman fèt nan inivèsite a, men nan sosyete a tou.

Ekip repòtaj la:
Emanuela **Paul**
Julien **Sainvil**

Quand un philosophe haïtien entend liquider la liberté pleine sous prétexte d'harmonisation entre l'autonomie et le bien commun, …

Le philosophe Jhon Picard Byron, conseiller universitaire de son état, a fait circuler un courriel sur la relation Université, État et gouvernement où il a plaidé pour une forme d'harmonie entre l'autonomie universitaire et le bien commun. La position de l'auteur est que « le concept d'autonomie qui trouve sa traduction dans le concept d'indépendance de la Constitution » entraine « la privation de traduction du droit de son [du citoyen] vote en politique dans un domaine particulier ». Comme quoi un concept serait doté d'un pouvoir transcendantal !

Le raisonnement du philosophe s'ordonne autour de la prémisse de bien commun ou d'intérêt général, politiquement traduite en termes de République. De ce formalisme libéral découle sa proposition d'ériger un « Conseil National de l'Enseignement Supérieur » qui serait doté du pouvoir magique de concilier « la politique gouvernementale en matière d'enseignement supérieur » avec « l'autonomie-indépendance de l'UEH ». Une telle proposition a été construite à partir d'une interprétation historique des dispositions constitutionnelles relatives aux collectivités territoriales :

> *Les collectivités territoriales comme les institutions indépendantes permettent de réduire la puissance du pouvoir exécutif. Et, cette réduction a représenté un acquis démocratique pour une population, sortie d'un régime dictatorial, qui [sic] a eu peur de toute concentration de pouvoir dans une institution, en particulier de l'institution présidentielle.*

Pourtant, cette particularité cède son poids analytique devant l'universalité abstraite de citoyen de la République. Sans

référence aucune à la construction historiquement singulière de la citoyenneté en Haïti, l'auteur a opposé l'autonomie de l'Université d'État d'Haïti à l'institutionnalisation de la République :

> *[...], l'Université, à cause de son statut d'autonomie-indépendance, peut se retrouver en porte-à-faux avec les citoyens et, par delà ces derniers, avec la République (la res publica) ou le bien commun, tel qu'il serait traduit dans les politiques mises en œuvre par les institutions étatiques et les pouvoirs publics qui représentent les citoyens ou qui émanent de la souveraineté nationale.*

Toute cette prétendue liberté philosophique semble être conditionnée par la nécessité d'enrober une argutie néolibérale d'un vernis de culture :

> *L'université doit se soucier d'avoir des crédits pour ses libres-recherches [sic]. Mais, l'État peut-il allouer des crédits à l'Université sans se préoccuper de recherche d'intérêt public ou de recherches de stratégies, de solutions pratiques utilisables par les décideurs? L'université doit se soucier d'être un pôle d'excellence en matière de recherche. Mais, ne doit-elle pas répondre au besoin de professionnels qualifiés de l'État et des entreprises?*

Au secours de cette proposition néolibérale masquée sous forme d'interrogation, a été déjà pointée l'arme fatale de gouvernance de l'État qui prétend « légitimement » protéger l'Université de la corruption, en éloignant l'institution du spectre de « no man's land » qui hante son fonctionnement.

..., il utilise son arme préférée de liberté lacunaire abstraitement présentée comme essence d´une nature humaine

Si l´histoire de la lutte contre le duvaliérisme a servi de médiation dans la démonstration de l´auteur, quand il s´agissait de justifier la « réduction de la puissance du pouvoir exécutif » à travers l´institutionnalisation des collectivités territoriales (p. 2), la réduction de l´homme à sa simple expression politique n´a pas elle-même besoin d´un tel recours : le « citoyen-universitaire » serait l´homme qui réfléchisse sur le « double concept autonomie-indépendance » (p. 3) en guise de rejet de l´orientation social-populaire indiquée dans les Dispositions transitoires du 21 février 1997. Ce « citoyen-universitaire » est un universaliste qui ne se situe nulle part, ni ne vient de nulle part ! Il est seulement doué de raison et de liberté, attributs humains qu´il n´a ni formés ni développés, encore moins produits dans des circonstances particulières de sa géographie et de son histoire.

En réalité, le plaidoyer en faveur de la citoyenneté, de la liberté et de la gouvernance a oublié que la démocratie libérale a été produite grâce à l´esclavage moderne dans les Amériques et les Caraïbes[6] ; elle s´est développée à cause de l´aliénation d´arrière-petits enfants d´esclaves de Saint Domingue qui n´ont pas su capter la plénitude contenue dans la construction de la liberté en Haïti. De nos jours, le néolibéralisme s´est servi de l´amnésie de nos universitaires pour prendre sa revanche sur le mouvement social-populaire de 1986 qui a gagné, sur les fronts de bataille, l´autonomie universitaire.

Si l´un de nos universitaires a forgé le concept d´autonomie-indépendance, tandis que la Constitution de 1987 n´a nullement défini des pratiques universitaires qui puissent être ainsi

---

[6] Le grand libéral John Locke était, nous dit Domenico Losurdo, un des propriétaires de la compagnie des Indes (Voir Contra-história do liberalismo, Édition Idéias e Letras, São Paulo, 2006).

appréhendées, il aura dû consulter des spécialistes en droit administratif pour mieux savoir comment un philosophe aurait pu conceptualiser une telle rencontre, de telle sorte que le concept en sorte assez pertinent pour rendre compte de la chose. En effet, d'aucuns disent que les constituants de 1987 ont aligné l'Université d'État d'Haïti parmi des institutions publiques indépendantes pour mieux affirmer l'autonomie universitaire, mais il ne s'agissait nullement de créer un autre état dans l'État d'Haïti. Autrement dit, l'octroi d'autonomie à une institution publique indépendante ne transforme pas cette dernière en une institution extraterritoriale seulement régie par la Convention de Vienne. En fait, si la loi sur la fonction publique haïtienne a été déficiente par rapport à cette « innovation » constitutionnelle, la tâche philosophique sera de réfléchir sur la conceptualisation de cet être nouveau, de telle sorte qu'il puisse réellement exister et remplir sa fonction de dépassement de discrimination culturelle cultivée par la société des bourgeois-grandons hérités de l'appropriation des sources de richesse du pays.

Or, le formalisme libéral de notre philosophe l'a empêché de réfléchir sur l'origine historique de la puissance publique haïtienne qu'il a, d'ailleurs, opposée à une autre institution publique qu'est l'UEH, en dissociant l'université de la société (p. 3). Comme quoi le bien commun, pour lui, se résumerait à la défense des intérêts des classes dominantes, alors que l'autonomie universitaire entend promouvoir le développement de la majorité de la population, c'est-à-dire, celui des femmes, des paysans et autres travailleurs. [7] C'est pourquoi il a tenté de réduire la société aux pouvoirs publics :

> *On a souvent parlé de la nécessité du rapport Université\Société. Cela demeurera un vœu pieux si des rapports concrets (entre autres, de*

[7] Il est intéressant d'observer que notre philosophe n'a dit mot de l'esprit social de l'autonomie universitaire !

communication) entre les dirigeants de l'Université et les Pouvoirs publics. (p. 4)

Alors, l'imagination d'une sacro-sainte liberté académique aurait représenté le spectre d'un obstacle à la politique gouvernementale. Une telle représentation semble trahir la posture philosophique qui veut couvrir le dessein de privatisation de la seule université publique haïtienne. Aussi les « citoyens-universitaires » de notre philosophe doivent-ils affronter le problème sous l'angle moral de « responsabilité sociale », même s'ils définissent, par ailleurs, l'utilitarisme comme critère de financement de l'université et la formation de citoyens-marchandise comme orientation politique du curriculum (p. 5). En somme, la liberté lacunaire de notre philosophe n'est autre qu'une forme d'affirmation de la modernité coloniale qui a toujours combattu le projet du vivre libre ou mourir en Haïti.

JnAnil Louis-Juste, 27 mars 2008.

21 fevriye 97- 21 fevriye 2008 : 11 lane aprè, ki kote nou ye?

21 fevriye 1997 - 21 fevriye 2008, sa fè 11 lane, jou pou jou, dat pou dat depi te gen yon seri dispozisyon òganik yo batize dispozisyon tranzitwa ki ale nan lespri konstitisyon 1987 la. Asosyasyon Inivèsitè ak Inivèsitèz Desalinyèn (ASID) ki kwè nan batay pou yon refòm tout bon vre nan inivèsite a, nan chanje chapant figi sosyete a sou baz ideyal desalinyen an, te deside make dat sa a. Pou sa, li te tanmen yon seri aktivite tankou konferans pou laprès ak konferans-deba sou kesyon an, li bay dizon l sou dispozisyon tranzitwa yo pandan li te tou pwofite prezante asosyasyon an bay laprès ak gran piblik la. Paske asosyasyon an kwè nan yon lòt sosyete kote dominasyon ak eksplwatasyon pral

kaba, l ap travay pou yon jenès inivèsitè konsyan, konbatif, epi ki patizan chanjman, yon jenès pivilejye epi ki kwè nan fòs lit mas popilè yo, ki vle koupe fache ak pratik global enperyalis kapitalis yo. Kidonk, nou deside goumen ansanm pou fini ak dominasyon, esplwatasyon ak diskriminasyon epi kreye yon sosyete libelibè tankou mas esklav yo te batay pou kreye libète total kapital kont kolonizasyon an.

Dispozisyon tranzitwa yo nan batay pou refòm nan

Nan kad konferans pou laprès la, nou te deside ekri yon tèks pou laprès ki te deplòtonnen lide nou sou dispozsyon tranzitwa ki prevwa refòm nan sans lit mouvman popilè a. Nan aktivite sa a, medya yo te reponn prezan. Anpil nan yo te kontan fè konesans ak òganizasyon sa a ki bay tèt li objektif pou goumen nan sans enterè mas pèp la, pandan l ap chita sou gany ki fèt nan sektè a, yon gwoup òganize ki deside ranmase eritaj filozofi zansèt nou yo, espesyalman Desalin, pou tanmen batay pou chanje yon inivèsite leta k ap degrenngole jodi a, yon gwoup ki denonse abi k ap fèt, pandan l ap wè kouman li kapab patisipe nan goumen pou fini ak sosyete miwomiba a, ak esplwatasyon, dominasyon ak diskriminasyon.

Men kouman asoyasyon an te chapante pozisyon l:

Pòtoprens, jedi 21 fevriye 2008

Nòt pou Laprès nan kad 11 lane Dispozisyon tranzitwa 97 yo

Nan lide pou chita pale, poze pwoblèm k ap brase bil sosyete nou an, pwopoze solisyon epi batay pou reyalizasyon pwojè libète tout bon vre a, nan sans yon chanjman total kapital

ki se rèv zansèt nou yo, yon gwoup inivèsitè ak inivèsitèz nan Inivèsite Leta a deside mete sou pye Asosyasyon Inivèsitè ak Inivèsitèz Desalinyèn (ASID), ki gen etidyan, pwofesè ak lòt pwofesyonèl inivèsitè k ap goumen pou yon Inivèsite sosyalis. Inivèsitè ak Inivèsitèz sa yo kwè nan batay mawon yo ak lame endijèn ki te mennen nan revolisyon 1791 lan, nan batay 18 novamn 1803, ki te mennen Sendomeng sou chimen yon sosyete libelibè, ki koupe fache ak pezesouse osnon mounpayis, yon sosyete ki gen baz li nan reyalite filozofik mas yo ki se lib endividyalite ak solidarite, sa vle di nan ideyal sosyalis desalinyen an. Se yon asosyasyon, k ap batay pou kase dyòl fòmasyon endividyalis pye syèl la ki se lame ideyolojik enterè ak privilèj pèsonèl yon ti gwoup k ap piye Ayiti depi Lanmò Lanprè, pou derape machin refòm Inivèsite a nan direksyon chanjman chapant figi sosyete a. Se konsa ASID, ki asosye pitit fi ak pitit gason Sanit Bèlè, Desalin, elatriye, deside fè eritaj aksyon ak lide Desalinyèn yo pran nanm ak manm sou tè Dayiti nan kole zepòl, rasanble fòs pou kaba ak tout fòm esplwtasyon, tout kalte dominasyon sou mas popilè yo.

Nan sans sa a, ASID deside bay tèt li objektif :

- goumen pou ride chanje chapant figi sosyete sa a, ki chita sou dominasyon, inegalite sosyal ak pezesouse nèt al kole ;
- batay pou peyi a reprann grandèt majè li sou baz ideyal sosyalis Desalinyen an, nan enterè mas moun, gwoup minoritè grandon-boujwa yo ap toupizi depi byen lontan an; kidonk nan enterè mas popilè yo, piske youn nan preyokipasyon nou se travay pou yon lòt inivèsite.

Se nan kad sa a, ASID ap bay dizon li sou jesyon gwo chabrak k ap mennen gouvènay sèl Inivèsite Leta a, 11 lane aprè dispozisyon tranzitwa yo (21 fevryie 1997 – 21 fevryie 2008), 11 zan dat pou dat, depi batay sektè popilè a akouche nan doulè yon dokiman oryantasyon refòm Inivèsite Leta nan liy enterè revandikasyon mas yo. Sitirasyon malouk Inivèsite a, 11 lane aprè,

bay kèplen epi pouse ASID fè yon ti kout je dèyè, pou konprann reyalite Inivèsite a, nan lide pou bay batay pou refòm nan bon jan gouvènay.

Listwa Inivèsite a nan peyi dAyiti, se rezilta yon seri lit politik, kiltirèl ak sosyal. Kont dekrè 16 desanm 1960 ki te kreye inivèsite leta dAyiti a, batay pou yon refòm ki kapab mete sou pye otonomi inivèsite a epi garanti l, te enpòtan anpil. Nan menm lide sa a, nou panse ak tout lit etidyan yo mennen pou ranvèse rejim anti pèp ak tout lòt rejim diktatoryal nou konnen ki te gen mayèt peyi a nan men yo. Apre lane 1986, batay la te sou direksyon FENEH (Fédération Nationale des Étudiants Haïtiens). FENEH te ranmase eritaj UNEH (Union Nationale des Étudiants Haïtiens) yo, epi marande yo avèk lide refòm ki t ap deplòtonnen nan zòn Amerik Latin nan. Estrateji sa a antre nan lit pou yon lòt inivèsite, ki vle di yon inivèsite gramoun ki kont kò lide modènite kolonyal yo, ki gen yon vizyon pedagojik ki bobo avèk reyalite istorik kou sosyal peyi nou an. Se yon Inivèsite pou transfòmasyon kondisyon lavi popilè yo. Nou ta ka di pou yon inivèsite demokratik epi otonòm.

Nan kad batay sa yo, malgre FENEH pa te egziste ankò, jou ki te 21 fevriye 1997, te gen yon antant ant gouvènman epòk la, ak kominote inivèsitè a sou yon seri dispozisyon òganik ki batize dispozisyon transitwa epi ki pa depaman avèk lide kontitisyon 1987 la. Dispozisyon tranzitwa yo te dwe regle fonksyònman Inivèsite a nan lide pou ba li preseprese kad legal kou enstitisyonèl pou refòm nan fèt tout bon vre nan Inivèsite a. Se sou baz Dispozisyon sa yo, ki se yon akò ant Ledikasyon nasyonal ak kominote inivèsitè a, y ap gouvènen Inivèsite a, depi 11 lane.

Dispozisyon tranzitwa a ki baze sou endepandans ak otonomi Inivèsite a ta dwe chita sou libète nan òganizasyon ak direksyon Inivèsite a, nan zafè akademik, finansye, jesyon, elatriye. Otonomi ak endepandans Inivèsite a marande avèk de (2) prensip

fondamental sa yo : Patisipasyon ak Reprezantasyon. De (2) prensip ki tradui misyon ILA a, ki se :

- Kontribye nan vansman peyi a, nan brase lide sou jan Inivèsite a dwe travay pou yon lòt sosyete;
- Yon inivèsite libelibè, ki gen pou li jwe yon gwo wòl anndan yon politik grandèt majè ak libète total kapital ki gen sous li nan listwa, kilti popilè, eritaj politik, kidonk sou valè zansèt nou yo mouri kite pou nou, ki chita tou sou pwoteksyon anviwònman peyi a san demagoji; sou mete devan fòs peyi a genyen, kit se nan zafè moun oubyen nan resous materyèl; epi tou makònnen fòmasyon y ap bay nan inivèsite a ak reyalite peyi nou an;
- Bay egzanp demokrasi, nan zafè reyalizasyon eleksyon. Ta dwe gen eleksyon demokratik ki fèt, se pa sou baz ti zanmi, men sou baz konpetans ak angajman, epi tou volonte pou yon lòt ILA, kote pwofesè, etidyan, pèsonèl administratif ak dwayen fakilte alawonnbadè k ap gen pou vote nan sousi revandikasyon ak atant kominote etidyan an;
- Mete sou pye yon komisyon ki pou fè refòm kourikoulòm yo;
- Mete sou pye yon komisyon nasyonal Refòm;

Men, ASID aprann Konsèy Inivèsite a kont dispozisyon tranzitwa a ki mande pou Komisyon Refòm nan ale nan sans enterè majorite moun k ap viv nan sosyete a. Kont enterè klas popilè yo, Konsèy la mete sou pye yon komisyon refòm neyoliberal ki gen ladan li : Georges Anglade, Michèle Pierre-Louis, Yanick Lahens (manm sosyete sivil Gwoup 184 boujwa machann peyi yo ak gouvènman an), Robès Pierre (reprezantan ministè Edikasyon nasyonal k ap likide lenstriksyon an bay bizismann plen pòch yo), Janin Jadotte, Audalbert Bien–Aimé, Gelin Colot (fondamanlis relije), Rodolphe Malbranche, Dieula Charles (reprezantan malveyan fakilte etnoloji, Agwonomi, Dwa, Medsin, Etnoloji,

Syans Zimèn), avèk tout diferan reprezantan etidyan zafèyis nan konsèy la epi lòt manm pèsonèl administratif kòwonpi. Nan kad fòmasyon komisyon anti pèp sa a, komisyon an chaje ak neyoliberalis ki pral pote ranfò bay liberal ki pran daso nan Konsèy Egzekitif Inivèsite depi yon bèl bout, ASID ap voye yon pinga bay rektè a ansanm ak tout konsèy la pou l di yo atansyon, paske sa fè lontan y ap mare konplo pou mete pitit mas pèp la deyò nan Inivèsite Leta a, yon fason pou brigandè ka kontinye briganday aplikasyon plan enperyalis neyoliberal yo, ki pa gen ladan l yon emansipasyon toatal kapital klas ak kategori domine yo ki chita nan toyo mas popilè a.

ASID panse nou ka jwi libète revolisyon 1804 la, nou dwe sispann doudous kò nou pandan Ayiti ap depafini anba grandon-boujwa k ap pezesouse tout richès ak patrimwàn peyi a. Nou blije angaje batay pou yon bon jan refòm nan Inivèsite a, epi tou, travay pou Ayiti reprann dwa grandèt majè l. Pandan ASID rete kwè nan libète ak kapasite moun, patikilyèman nan kapasite nou menm Ayisyen, nan vansman lit popilè nan sans ideyal sosyalis desalinyen an ki gen pou mak fabrik libète pou tout moun, l ap lanse mobilizasyon pou kwape komisyon refòm neyoliberal sa a, ki se yon gwo kout kouto nan do mas pèp la. Fòk dominasyon ak sistèm peze souse kaba, pou pitit pèp sispann bourike pou boujwa grandon garyonnen; nou dwe kwape tout pratik elitis ak inegalite sosyal yo. Konsa, n ap mande Rektè a ansanm ak konsèy la:

I. Rekonsidere fòmasyon komisyon Refòm nan, nan tout kouti l, osnon n ap konsidere se nan lide pou kondui Inivèsite a nan katyouboumbe, 11 zan dispozisyon tranzitwa yo ; nouvo konsèy sa a ki gen nan tèt li Jean Vernet Henry, ap likide Inivèsite Leta a bay bizisman pou koupe rache nan salon tiklik neyoliberal yo ;

II. Mete sou pye komisyon refòm kourikoulòm nan jan dispozisyon tranzitwa mande l la ;

III. Konsidere gany ki fèt nan batay k ap mennen nan Inivèsite a. Kidonk divòse avèk pwojè politik neyoliberal k ap manniganse nan direksyon Inivèsite a.

Pou fini, n ap di respè pou tout batay ki te mennen pou Inivèsite a kapab vanse nan sans otonomi ak endepandans li, nou wete chapo douvan zansèt yo, pandan n ap di respè ak lonè pou tout fanm ak gason ki te goumen pou dwa grandèt majè Ayiti ak libète, yon dwa grandèt majè, yon libète nou menm nan ASID nou vle onore nan kontinye batay pou sòti anba bòt enperyalis-kapitalis yo, sou baz ideyal sosyalis desalinyen an. Se pou sa, ASID ap pote kole nan batay pou yon Ayiti ki rele nou chèmèt chèmètrès.

ASID salye konviksyon ak detèminasyon tout jèn fanm ak jèn gason pitit Desalin ak Mari Jann k ap rejwenn nou nan lit la, pandan n ap pote fòs ak enèji revolisyon 1804 la bay mouvman popilè ayisyen k ap travay pou satisfè revandikasyon popilè yo. Nou angaje nou kòm gadyen kilti ak patrimwàn popilè a, ki se memwa ak mwayen pou yon batay kote nou kapab jwenn chalè pou chofe chodyè lit pou yon Inivèsite otonòm, endepandan ; epi yon Ayiti ki gen dwa grandèt majè l. Boutofen, ASID ap remèsye laprès ak tout lòt moun ki vin nan konferans pou laprès sa a.

Moun ki siyen :

Emanuela **PAUL**
Louis **JEAN LOUIS**

L'UEH et l'esthétisation phraséologique des illusions de transformation

La publication des dispositions transitoires de 1997[8], a marqué une étape importante dans la lutte pour l'orientation politique, donc idéologique, de la réforme de l'Université d'Etat d'Haïti, tant revendiquée par la communauté universitaire. Cet accord, signé selon la vision générale de la FENEH[9] qui exige la prise en considération des revendications populaires, définit les mécanismes et principes devant guider l'effectuation des velléités de changement tant exprimées par la communauté universitaire dans le contexte post-duvaliérien. Car, depuis 1986, tous les acteurs, impliqués de près ou de loin dans l'administration universitaire, s'entendent sur la nécessité d'apporter une certaine modification au mode de gestion et d'organisation de cette importante institution dont le noyau contient encore une forte dose de la sève des gouvernements passés.

Dans ce contexte de grande agitation, se profilent à l'horizon, s'il l'on pourrait ainsi le catégoriser, deux conceptions dominantes de la réforme de l'UEH. La réforme d'inspiration libérale qui assimile l'enseignement à une entreprise qui doit se conformer aux lois du capital et former pour le marché du travail. A l'opposé, la vision progressiste de la réforme qui revendique la gratuité et le libre accès à un enseignement supérieur de qualité qui s'enracine dans la réalité socio-historique et culturelle du peuple haïtien. Les dispositions transitoires, qui souffrent jusqu'à présent aux passages à cause de leur portée démocratique, détrônent, du point de vue formel, la conception marchande de l'université. Le fondement philosophique de ce petit document ou ses principes

---

[8] Accord signé entre la communauté universitaire et le gouvernement haïtien représenté par le ministère de l'éducation nationale, le 21 février 1997.
[9] Fédération Nationale des Etudiants Haïtiens

épistémologiques témoignent d'une certaine rupture d'avec la marchandisation et la modernisation coloniale de l'enseignement.

Depuis lors, maintes initiatives s'activent de part et d'autre soit pour détourner l'esprit de cet accord au niveau de sa matérialité, donc de la réalisation des mécanismes prévus, soit pour faciliter la mise en place de ces derniers. C'est dans ce climat que les artisans et défenseurs de chacune de ces conceptions s'efforcent à chaque moment historique (élections au niveau de l'administration centrale de l'UEH ou des entités ou tentative de vassalisation de l'université par l'Etat) de glisser un petit document-cadre reflétant leurs positions politico-idéologiques sur la problématique de réforme de l'UEH. Les dernières tentatives sont l'œuvre du Rectorat de l'UEH[10] (conception marchande) et du Front de Résistance pour l'Autonomie de l'UEH (approche progressiste).

Jusqu'alors, les discours s'articulent autour de la problématique de la réforme de l'Université, - c'est, entre autres, le thème dominant du débat -, comme l'entente a été implicitement réalisée après 1986. C'est pour dire que tous les acteurs de la communauté universitaire s'entendent qu'il faut une réforme de cette institution, même s'ils divergent au niveau du contenu philosophique et politique de cette question. Et, il s'ensuit que la pauvre littérature produite concernant l'UEH ne trahit pas ce constat. Et voilà qu'un beau matin, soit le lundi 17 mars 2008, se trouve accolé sur les tableaux de bord de la FASCH, un article du nouveau professeur du cours « Développement Psychosocial de l'Individu » qui nous gratifie d'une nouvelle variante de concept concernant l'UEH. Il s'agit de la « TRANSFORMATION DE L'UEH » Qu'entend-il par là ? Quel est son fondement philosophique ? Peut-on parler de transformation de l'UEH? Quel rapport existe entre la « transformation de l'université et la réforme de l'université ? Ou

[10] La composition de la dernière commission de réforme du rectorat en dit long : Yanick Lahens, Gélin Collot, Michèle Pierre-Louis, Janin Jadotte, Guichard Beaulieu, etc.

du moins s'agit-il d'une simple esthétisation phraséologique des illusions de transformation sans connexion avec le processus réel de développement socio-historique de l'UEH ?

L'enjeu semble être de taille, parce la communication du professeur qui enseigne aussi la « théorie de la personnalité » porte sur l'orientation politico-idéologique de l'université dans un contexte de grande confusion. Il soulève une problématique d'ordre également épistémologique et idéologique qui nous oblige à griffonner ces lignes, justement pour pouvoir saisir l'intérêt et l'essence de l'intronisation hâtive de ce nouveau concept qu'au débat. En attendant, nous soutenons que cette tentative, d'où le titre de ce petit papier « **UEH et l'esthétisation phraséologique des illusions de transformation** », s'inscrit dans une nouvelle variante de phraséologie fantasmagorique ou esthétisée qui prétend se substituer à une philosophie de la réforme de l'Université qui reflète, pourtant, approximativement le processus réel de développement socio-historique de l'UEH située dans la société haïtienne. Face à cette espèce de romantisme révolutionnaire, il faut être vigilant et prudent. Car, il se peut qu'elle fragilise, voire éradique les revendications et les luttes progressistes de l'université, qui, d'ailleurs, se trouvent dans une impasse depuis les dispositions transitoires.

Pour plus d'éclaircissements, nous allons commenter le texte de l´auteur selon son organisation argumentative, justement pour ne pas trahir la thèse originale. Ainsi, nous structurons notre papier de la façon suivante : 1) ce que nous appelons la conception vavalienne de la transformation l'UEH et son rapport avec la réforme de l'université ; 2) le malaise des progressistes : oubli du passé récent comme obstacle à la construction d'organisations étudiantes critiques.

La conception vavalienne de l'université ou l'esthétisation phraséologique des illusions de transformation

Dans sa réflexion, le professeur s'adonne à l'établissement du rapport fonctionnel entre deux variables : étudiants (au masculin pluriel tout le long du texte) et transformation de l'UEH. Dans la position de son problème, il entend mesurer l'influence de la variable « organisation étudiante critique » sur celle de la « transformation universitaire ». Ainsi, se propose-t-il de dégager la fonctionnalité (le rôle) des étudiants critiques organisés dans la « transformation des rapports subjectifs et objectifs » « au sein de l'université ». Car il constate que le « blocage de la transformation » résulte d'un ensemble de facteurs dont le dénouement demande « une action concertée ». Pas plus qu'une !

Donc, Vaval s'inscrit d'emblée dans l'approche fonctionnaliste qui postule la préservation de l'équilibre dans l'étude d'un fait naturel ou social. Alors, nous pouvons nous interroger sur la possibilité de réaliser dans un seul et même exercice intellectuel la conservation, l'équilibre et la transformation. Ce pari irréalisable tire son essence du drame de l'enseignement de la méthodologie à la FASCH, par conséquent de l'inconséquence d'un positivisme primaire qui prône un éclectisme plat au détriment de la cohérence épistémologique et théorico-méthodologique[11].

Si le professeur se montre cohérent, conséquent dans l'association des concepts fondamentaux de son analyse (organisations d'étudiants critiques – transformation de l'UEH), la construction de son objet d'étude « rôle des étudiants dans la lutte pour la transformation de l'UEH », qui a une portée

[11] En réalité, on doit signaler que la FASCH ne fait que suivre le courant dominant en la matière, c'est-à-dire ce qui se fait dans les universités européennes et nord-américaines. On remarquera que le jeune professeur revient tout juste d'une formation post-graduée d'une université européenne !

méthodologique, tire ses substances essentiellement du positivisme. Il faut, toutefois, souligner que cette critique d'ordre épistémologique n'a aucune prétention d'assimiler le professeur à un conservateur ; elle tient tout simplement à saisir les incohérences qui contrarient la compréhension de son texte pour ne pas dire le développement de son esprit.

Tout l'intérêt de cette lecture responsive réside dans les ressources utilisées pour réaliser un projet stratégiquement révolutionnaire en se servant d'une méthode conservatrice, se bardant ainsi, au mieux, de lubies purement intellectuelles ou pataugeant, au pire, dans une sorte de contre-transfert stérile.

Contre-transfert ou reprise maladroite des revendications progressistes

Toute réalité est une unité complexe. [12]

La partie où le professeur développe sa « théorie de transformation de l'UEH » commence par une énonciation qui mérite un petit commentaire avant d'entrer dans sa conception même de l'Université : « La transformation de l'UEH va au-delà d'une simple question de réforme ». Cette phrase d'attaque annonce déjà la couleur dans la mesure où elle énonce de manière performative un projet de transformation qui entre en rupture d'avec la désuète et « simple question de réforme ». Avant d'analyser en quoi le contenu et la complexité de la conception vavalienne de transformation de l'UEH diffère-t-elle de la « simple réforme », produisons une première remarque concernant le couplet complexité – simplicité.

Dans la logique cartésienne, les phénomènes sociaux ou naturels sont d'une telle complexité que l'entendement se trouve

---

[12] A. N. Whitehead cité par Edgar Morin : La méthode. La nature de la nature, Paris, Seuil, 1997, p. 94

incapable de les appréhender sans un procédé méthodologique qui consiste d'abord à décomposer le fait en ses éléments. Ensuite, on s'aventure dans une analyse des éléments les plus simples pour arriver aux complexes. Et, ceci, pour avoir, enfin, une compréhension globale du phénomène sous étude. Mais, Edgar Morin montre, dans le domaine de la biologie et de la physique, par exemple, que l'atome qu'on prétend être l'unité la plus simple est d'une extrême complexité.

> *Contrairement à l'idée trop simple qui faisait de l'homme le seul être complexe (et cette idée était si simplette qu'elle rendait incapable de concevoir la complexité de l'homme), contrairement à l'idée plus libérale qui accordait la complexité au vivant face à la nature physique, la complexité est partout.* [13]

La problématique de la réforme de l'université n'est pas aussi simple que le prétend le professeur Vaval. D'ailleurs, la présentation synthétique et critique de la conception transformatrice (Vaval) et une vision réformatrice de l'UEH nous édifieront sur la problématique, suivant la teneur des deux tableaux suivants:

Tableau synoptique de la conception vavalienne de l'UEH[14]

Philosophie transformation	**Principes**
Université et société	Université publique Affaire de la communauté haïtienne Perspective historique et globale Accès libre et gratuit à l'UEH (antiélitiste)
Production de savoir	Savoirs ancrés dans la réalité

[13] Edgar Morin : La méthode. La nature de la nature, Paris, Seuil, 1997, p. 149.
[14] Vaval Josué, Le rôle des étudiants dans la lutte pour la transformation de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), FASCH, 17 mars 2003

	haïtienne Compréhension des enjeux des idéologies dominantes Formation libératrice Non marchandisation du savoir
Situation physique de l'UEH	Déconcentration
Acteurs et stratégie	Organisations d'étudiants critiques

Lassalle savait par cœur le manifeste communiste, de même que ses fidèles savent les Saint-écrits dont il est l'auteur. S'il le falsifiait aussi grossièrement, ce n'était que pour fonder son alliance avec les adversaires absolutistes et féodaux contre la bourgeoisie.[15]

Tableau synoptique du cadre de discussion sur la réforme de l'UEH[16]

Philosophie de la réforme	**Principes**
Réforme nominale	Université Nationale Autonome d'Haïti (UNAH)
Université et société	Préservation de l'identité culturelle haïtienne Réalisation des potentialités des Haïtiens Prise en compte des luttes revendicatives Promotion sociale des intérêts nationaux et populaires Service social universitaire

[15]Marx et Engels, Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, Paris, Editions Sociales, p 197

[16] Front de résistance pour l'indépendance et l'autonomie de l'UEH, Cadre de discussion sur la reforme de l'UEH,

Démocratisation :	Admission ouverte Participation
Décentralisation : 4 régions **♦ Régionalisation par spécificité historique et potentialité**	1. Nord : sciences sociales, Environnement, Agriculture, Médecine, Education (Nord, Nord' Est, Plateau Central) 2. Artibonite : agronomie et économie rurale (Artibonite, Nord-Ouest) 3. Ouest : sciences médicales et appliquées (Ouest, Sud' Est) 4. Sud : Beaux-arts, Lettres, Philosophie, Sciences humaines (Sud, Grand' Anse)
Refonte curriculaire	Restructuration des facultés Réorganisation du cursus (ancrage dans la réalité) Nouvelle pédagogie (Pédagogie active du travail) Elévation du grade universitaire (maîtrise, doctorat)
Ressources	10% du budget national Levée de fonds : concerts musicaux, dons Recherche\ extension universitaire Cotisation des étudiants Solidarité internationale
Acteurs et stratégie	Mouvements sociaux universitaires

Non au romantisme révolutionnaire !

La lecture comparative et critique de ces visions de l'université montre que la problématique de la réforme de l'UEH n'est point comme le conçoit le professeur Vaval. Ce projet, qui n'est qu'un clone des revendications de la FENEH et d'autres secteurs progressistes, peut, si l'on y prête attention, entacher toute velléité de transformation sociale. Le fait d'utiliser, sans habilité aucune, une théorie révolutionnaire pour faire du romantisme révolutionnaire, peut rendre confuses les avancées déjà faites pour orienter la réforme dans le sens des revendications populaires. La reprise maladroitement améliorée de la batterie revendicative critique, concernant l'université, ne peut que se satisfaire de lubies intellectuelles, et fragilise, en retour, toute tentative d'investigation socio-historique en vue d'une vision de la réforme universitaire qui soit à la fois la rupture et la continuité des luttes de la FENEH.

« Foyer de la vie culturelle nationale »[17], l'université compte parmi les intellectuels organiques de la domination. Elle est le haut lieu de la systématisation, de la hiérarchisation de la culture dominante, et travaille, de fait, à rendre hégémoniques et pérennes les valeurs des dominants à travers l'éducation et la formation des jeunes générations. Par cette mission, l'université tend également à opprimer ou à dévaloriser les pratiques, les expériences et les cultures des dominés. Elle se situe au niveau de la superstructure idéologique et exerce « une influence régulatrice sur la vie culturelle »[18] de la société où elle impose, diffuse et homogénéise, sous le couvert de savoirs scientifiques, l'idéologie dominante.

Les intellectuels organiques, en particulier l'université, s'attèlent à la production et à la diffusion d'un savoir qui vise, entre autres, le contrôle de la vie intellectuelle, politique et culturelle ; ils assurent aux dominants un climat permettant le maintien de l'ordre social, de la production et de la division du

[17] Antonio Gramsci, Cahiers de prison, Paris, Gallimard, 1996, p. 84
[18] Ibid, p. 85.

travail. Cette analyse importe beaucoup et entend contribuer à empêcher, par conséquent, de sombrer dans le romantisme révolutionnaire. L'université, qui ne peut se concevoir comme une sphère autonome, se rapporte directement à la formation sociale. Elle évolue en fonction des changements qui se produisent au niveau des rapports concrets de production. Non, on ne peut se forger une idée pure et à priori de la transformation, sans connexité avec la dynamique sociale concrète. On ne peut idéellement envisager la transformation de l'université, comme Hegel prétendait la réalisation de l'idée absolue dans l'Etat. Comme il est question de l'UEH, il faut bien que notre professeur se donne le courage de fouler la terre d'Haïti. Il n'y a que l'analyse de la réalité socio-historique de l'UEH qui puisse indiquer la voie. Prendre vol dans la région des illusions, comme Toussaint Louverture l'avait fait dans les régions des aigles, ne peut laisser qu'en chute libre ces pauvres phraséologies. Mettre pieds sur terre, telle est la tâche. Et, Monsieur le professeur pourra constater et comprendre que l'UEH œuvre à la systématisation et à la diffusion des idéologies, de la culture d'un appareil complexe de domination impérialiste et grandon-bourgeois. Et qu'il faut de l'habileté politique pour essayer, par la médiation des luttes sociales, intégrer certaines revendications progressistes. Il faut transformer les rapports de production, de domination dont l'université est le reflet, par un long processus de révolution sociale et culturelle. Ce n'est pas du baratin intellectuel !

Cette forme de « contre-transfert » des revendications progressistes sous une certaine transformation qui ne modifie même pas le nom de la réalité à transformer représente une grave légèreté. Cette tentative ne peut qu'asphyxier tout mouvement de transformation sociale qui s'efforce de mettre en œuvre des pratiques révolutionnaires par la médiation d'une méthodologie appropriée à un tel objectif. L'utilisation d'une méthode conservatrice pour réaliser un projet de transformation relève d'une grave incohérence. La conception vavalienne de la transformation

de l'UEH en UEH paraît être ainsi prise dans une contradiction certaine. Cette ambigüité badigeonne également dans sa compréhension de la construction d'organisation d'étudiants critiques comme principale actrice de la transformation.

Les progressistes à la conquête des infidèles : une panacée à l'oubli du passé récent ?

Dans la dernière partie de sa magique et électrique communication, le professeur décompte certains obstacles majeurs qui handicapent la construction des organisations d'étudiants critiques œuvrant à la transformation de l'UEH. C'est, en premier plan, l'attitude égoïste et conservatrice dont témoigne la clique des prétendus progressistes envers les anti-progressistes. Ce mal endémique, du point de vue de la pratique militante, n'est pas sans rapport avec leur incapacité « à mettre sur pied une méthodologie de transformation sociale destinée à définir des stratégies de commune mesure avec des catégories susceptibles de passer de la réaction à l'éveil ». Assimilant « le malaise des progressistes » à une espèce d' « oubli du passé récent », il poursuit :

> *Les éléments les plus avancés ne comprennent pas que la bataille pour l'avènement des idées progressistes au sein de l'UEH doit passer entre autres par une lutte qui consiste à faire passer en priorité les étudiants amorphes, pétris par le sens commun, désincarnés dans le camp de l'éveil caractérisé par les valeurs critiques qui préconisent une université publique haïtienne au service de la communauté dans le sens progressiste du terme. (p. 5)*

Pour bien analyser et présenter l'engrenage individualiste dans lequel ces amnésiques enlisent le mouvement critique, le professeur s'attache à identifier deux types-idéaux d'étudiants à l'UEH: les étudiants progressistes et les étudiants réactionnaires. Ainsi caractérise-t-il ces derniers : « amorphes, pétris par le sens commun, désincarnés ». Face à cette situation, le premier type (les progressistes) commet deux péchés mortels et impardonnables,

intrinsèquement liés, et qui handicapent la réalisation de la transformation : la guerre sainte ou la croisade. L'autre drame de ces prétendus progressistes, avance-t-il, c'est qu'ils refusent toute autocritique ou autoévaluation de leur pratique militante. Ainsi oublient-ils, par une chronique perte de mémoire, qu'ils étaient eux-mêmes des infidèles auxquels Allah Tore a dû inculquer certaines doses du criticisme transformatoire universitaire. Oublier ce moment solennel de leur initiation, de leur passé récent, revient par conséquent (et c'est ce qui dérange le professeur !) à oublier leur sacrée mission qui consiste à faire passer les étudiants réactionnaires au moule inquisitoire des idées critiques. Car, ils ont été initiés sous la condition de se pencher sur la situation des anti-progressistes qui, coûte que coûte, doivent passer au camp des progressistes. Ainsi, ne peut-il tolérer que ces amnésiques s'approprient le patrimoine critique de transformation pourtant hérité du grand-maître de l'académie haïtienne de la transformation de l'Université. Alors qu'ils avaient reçu la mission de partir évangéliser, convertir les infidèles, en vue de bâtir la très sainte et harmonieuse communauté des étudiants critiques. Car, l'UEH, dans le parfait esprit du grand-maitre, ne saurait être un lieu d'expression des contradictions. Même si les contradictions crèvent ses yeux au niveau des rapports sociaux, l'UEH, qui s'autonomise mécaniquement du corps social, ne peut en être le reflet. S'il en est ainsi, c'est la faute, la très grande faute de ses disciples sectaires, somme toute, infidèles. Et c'est ce qui l'indigne :

> *Dans certains cas, les militants les plus zélés en fait étaient dans le passé des anti-progressistes notoires. Malheureusement ils oublient la possibilité pour que des anti-progressistes d'aujourd'hui puissent devenir des militants de demain.*

Pour corroborer cette monothéiste hypothèse, le grand-maitre, qui semblerait vouloir porter une sévère correction à ces hérétiques, les frappe de plein fouet avec l'exemple d'Hugo

Chavez, l'actuel président de la République Bolivarienne du Venezuela. Chavez, précise-t-il, qui représente une figure emblématique du socialisme du 21e siècle était général d'une armée de droite. Mais, des fois, l'exemple trahit. Chavez était le fondateur et l'animateur, dans les années 80 (plus précisément en 1982), d'un cercle appelé Cercle Bolivarien au sein même de cette armée. Quand on se souvient du projet de Simon Bolivar pour l'Amérique et de la nouvelle constitution bolivarienne du Venezuela, on résiste à accepter l'idée qu'un homme qui revendique un tel héritage dès le début de sa carrière militaire, ne soit pas porteur même en herbe d'un projet alternatif. C'est pour dire que Chavez est un construit qui se réalise, se conscientise, au fur et à mesure, dans ses expériences politiques pratiques. Il n'est pas un nouveau conquis, un nouvel embrigadé du socialisme latino-américain. Ses expériences passées et présentes lui servent de repère politique et idéologique pour donner de nouvelles directives au Venezuela. Il n'est pas la réalisation de l'idée absolue du romantisme révolutionnaire.

Mais, il n'y a que le renoncement au mouvement de prosélytisme qui guette la personnalité du professeur de théorie de la personnalité. Eparpillés, ces prétendus progressistes polluent le sacré message de l'intouchable d'une batterie de vocabulaires désuets, incommodes. Ils n'ont pas conscience que des mots comme communiste, socialiste ont une mauvaise presse dans notre chère Haïti. Car, analysant le feed-back, ces vocables projettent un son tout-à-fait désagréable à l'oreille de l'opinion publique locale.

Cette tentative de remplacer les rapports réels par des rapports imaginaires pose un sérieux problème. Elle peut freiner le processus de conscientisation et de mobilisation de la communauté estudiantine sur les enjeux idéologiques de la réforme de l'UEH. Car, le milieu estudiantin, comparativement au milieu ouvrier, est pluri-classiste. L'université est traversée par des courants idéologiques et d'intérêts contradictoires. Cette caractéristique constitue le drame de tout mouvement étudiant.

C'était le cas en mai 1968 en France ; ce n'était pas tellement différent avec le mouvement Grenn Nan Bouda en Haïti au cours des années 2003-3004. Sans oublier que l'étudiant ne peut éternellement revendiquer ce statut ; il est en transite. Faut-il souligner pour conclure que même en plein cursus, il est attiré et pris, et des fois sans résistance, de par son petit projet et sa réalité d'existence, par les ONG et l'administration publique, etc.

Julien Sainvil
30 mars 2008.

Inivèsite a : Bwa dèyè bannann sistèm inegalite a

Nan batay pou rekipere peyi a, mas popilè gen anpil chimen pou yo fè toujou. 217 lane aprè nou fin rache libète nou anba ponyèt kolon esklavajis, nou kontinye ap batay pou konstwi yon sosyete egal ego. N ap batay pou nou ka pale lang nou. Jiska jounen jodi a, anvan nou pale kreyòl, fòk nou mande eskiz. N ap batay pou nou travay lib, men politik makwo ekonomik kapitalis neyoliberal la pa ba nou posiblite. Kouman n ap janm rive konstwi yon sosyete lib egal ego si tout pitit peyi a pa derape sou yon menm pye egalite, si yo pa pati ak menm posibilite. Michèle Oriol, yon sosyològ ki t ap patisipe nan emisyon enterè piblik sou radyo Kiskeya dimanch 20 avril 2008 bat lestomak byen fò pou di li se yon liberal, li pa dakò pou nou di mas popilè yo viktim yon sosyete esklizyon. Daprè li menm, mokle yo rele esklizyon an, sòti an Frans, epi li pa travèse dlo… Esklizyon pa koresponn avèk reyalite peyi Dayiti… Li ajoute pou di kòm entèlektyèl li pa ta ka vivan pou li kite y ap pale esklizyon mal. Se bon pou lwa!

Se vre, èske you ti ponyen moun ta ka eskli tout mas moun sa yo ? Sosyològ pwogresis gen responsablite pou pote esplikasyon sou sa. Annatandan, n ap fè sonje Ayiti se pitit yon sosyete kolonyal esklavajis. Lè esklav yo chase kolon yo, ansyen lib pran

plas yo epi yo rive enstale nan peyi a, yon rejim kolonyal san kolon ak yon esklavaj san mèt. Mande yo kouman yo fè li. Men yo fè li, epi se konba sa a ki alòd dijou jounen jodi a. Se reyalite sa k ap boulvèse konsyans chak jenerasyon Ayisyen, jouk yo jwenn yon fòmil pou rive rezoud pwoblèm nan.

Epi, sa ki fè youn nan sitadèl ki dwe tonbe nan men mas yo, se Inivèsite a. Ki rezon dèt yon Invesite si li pa kab ede mas travayè yo bati lòt rapò sosyal ki chita sou repatisyon egal ego richès nasyonal la, sou solidarite ant tout travayè, sou respè tout travayè dwe genyen youn pou lòt. Max Chancy te di nan ane 1972 : "...à notre époque, la connaissance n'est pas un luxe, c'est un outil indispensable au développement des sociétés"[19]. Jn Anil Louis Juste pral di nan lane 2003 :"La démocratisation de l'Université d'Etat d'Haïti doit opter pour les secteurs de la population qui ont toujours été exclus du savoir scolaire"[20]. Rektora UEH la rekonèt esklizyon sa a lè li di : « ... Les élites haïtiennes doivent avoir le courage d'admettre l'échec du modèle d'apartheid social structuré à partir de l'exclusion des grandes masses paysannes et des vastes couches bidonvilloises urbaines. Une exclusion qui s'est perpétuée dans la dichotomie droit urbain / droit coutumier, moun lavil / moun andeyò, français / créoles, chrétien / vodouisant, avec pour corollaire des inégalités de plus en plus criantes dans la répartition des richesses matérielles et intellectuelles débouchant aujourd'hui sur une insupportable pauvreté de masse, source de toutes les frustrations, de toutes les violences, de l'effondrement de l'économie nationale et de l'Etat.[21]

Ansèyman an jeneral dwe yon zouti pou mete bout nan esklizyon ak pou nou aprann sèvi pi byen ak pouvwa ki kache nan Lanati. Men, nan atik sa a, n ap pale sèlman sou ansèyman siperyè.

Nan lespri konstitisyon 1987 la, sèl rezondèt invèsite a sou teritwa kit li piblik kit li prive, se kòlte ak pwoblèm peyi a ak

---

[19] Fondation Gérard Pierre Charles, Profil 2007, p.50.

[20] De la crise de l'éducation à l'éducation de la crise en Haïti, p. 154, mars 2003

[21] Message du Conseil Exécutif de l'UEH / 18 mai 2004.

sosyete a ap travèse. Atik 211.1 an klè: "Les universités et écoles supérieures privées ou publiques dispensent un enseignement académique et pratique adapté à l'évolution et aux besoins du développement national ». Atik 209 la di: … "Leur organisation et leur localisation doivent être envisagées dans une perspective de développement régional".

Nan ki eta inivesite leta dAyiti a ye ?

Si se vre depi plis pase 60 lane, inivesite a rive pwodwi yon kantite agwonòm, medsen, enjenyè, avoka, sosyològ… ki rive domine domèn yo, se vre tou li ranfòse esklizyon an. Li aprann inivèsitè yo separe ak mas yo kote yo sòti a. Li ogmante kantite privilèj inivèsitè yo anfas mas popilè yo. Li ranfòse dominasyon. Olye li gaye konesans nan mitan mas yo, li pwodwi pito yon ekip awogan.

Inivèsite leta dAyiti gaye nan 11 fakilte ak lekòl siperyè nan Pòtoprens. Li foure anba zèsèl li tou lekòl enfimyè leta yo nan Pòtoprens, Okap, Okay, Jeremi. Sant yo ki nan Pòtoprens epapiye nan 4 kwen vil la: Damyen, Bwa Vèna, Avni Kristòf ak zòn lopital jeneral. Syans zimen yo anseye nan 3 fakilte separe nan 3 lokal diferan epi k ap repete kèk koude baz ak menm pwofesè yo. Nan lane 2000, yo denonbre apeprè 13.000 etidyan nan vil Pòtoprens ak 10.000 etidyan nan lekòl dwa ak ekonomi nan vil pwovens yo. Pifò moun k ap travay nan peyi a ap fè jaden. Pwofesè Louis Juste di: "la population haïtienne comprend environ 70% de paysans. La structure démographique du pays, à dominante paysanne, explique que plus de 60% de la population active (nationale) se situent dans ce secteur[22].

DSNCRP rekonèt : "l'emploi dans le secteur agricole constitue 51% du total"[23]. Pandan sektè sa a reprezante 25% tout richès peyi a rive pwodui.

22 idem p.147

23 MPCE. DSNCRP p. 38, nov 2007.

DSNCRP blije rekonèt mak fabrik eksklizyon sosyete a espesyalman sistèm edikatif la. Konsa, yo di: "Ce système éducatif en Haïti est fortement marqué par l'exclusion. Il contribue à perpétuer et à renforcer les réalités à travers une offre scolaire limitée, surtout en milieu rural »[24].

Pifò moun k ap travay nan peyi a ap fè jaden ak elvaj, alòske 55% etidyan nan inivèsite leta a konsantre nan Pòtoprens kote 20% moun nan peyi ap viv.

Rès moun yo (80%) ap viv nan lòt vil pwovens yo ak nan milye riral yo. Alòske 45% etidyan nan inivèsite leta a gaye nan 4 lòt gwo vil pwovens tankou Okap, Gonayiv, Ench, Fòlibète. N ap siyale lekòl dwa gonayiv pou kont pa li, te gen 6000 etidyan enskri nan peyòd n ap pale a. Nou ka konprann nan repatisyon sa a, fòmasyon an rete konsantre nan vil yo, nan mitan sila yo ki pa vle valorize travay peyizan ni rekonèt wòl fondamantal yo ka jwe nan yon sosyete lib egal ego.

Nan lane 1999 men kantite etidyan kite genyen nan fakilte yo antou.

Agwonomi	327	INAGHEI	4000
Syans Imen	915	Syans	452
Dwa	2814	Etnologi	2000
Nòmal	701	Medsin	730
Lengwistik	260	Odontoloji	125
IERAH	382		
		TOTAL	12706 etidyan[25]

Pou ane akademik 2007 – 2008 la, medsin rive pran 100 nouvo etidyan, syans 260, INAGHEI 300 nan lisans, 700 nan diplòm teknisyen kontab. Lekòl nòmal abitye pran 175 etidyan pou 7 depatman li yo: lèt - lang vivant, istwa, jewografi, filozofi, chimi, fizik, matematik pou yon pwomosyon.

Ki misyon inivèsite a bay tèt li ? Daprè dispozisyon tranzitwa yo (Art 7), l'UEH a pour mission:

---

[24] Idem Para # 39 p. 36

[25] Disponib sou http://wwwhmtimontreal.org Nou konsilte nan dat 23 avril 2008.

- de contribuer à l'enrichissement du patrimoine culturel intellectuel et scientifique de la communauté universelle ;
- de promouvoir la recherche et l'orienter prioritairement vers le développement endogène des ressources humaines et matérielles de la Nation ;
- de fournir les compétences nécessaires au développement culturel, économique et social d'une société haïtienne socialement juste, politiquement, économiquement et culturellement indépendante ;
- de fournir des services à la communauté, dans le cadre de l'extension universitaire, notamment, par le moyen de contrats programmes avec les autres pouvoirs publics et toute institution privée;
- de promouvoir la solidarité avec les hommes et les femmes de notre société, principalement ceux et celles n'ayant pas accès à la jouissance des droits au travail, au progrès, à l'information, à la santé, à l'éducation et aux loisirs. [26]

Kisa ki anpeche li ranpli misyon sa yo, ki se pwoblèm fondamental pèp la ap travèse?

Ki pwoblèm enpòtan peyi ap travèse ki ta dwe entèpele inivèsite a ? Ki pwoblèm entèn li dwe rezoud pou li layite kò li kòmsadwa? Lè n ap gade figi inivèsitè a, nou wè inivèsitè yo pèdi nan pwoblèm yo. Yo gen anpil difikilte pou klase pwoblèm yo pou mete lòd ladan yo. Sòti nan pi piti pou al nan pi gwo. Paregzanp, inivèsite a pa di anyen sou:

- Pwoblèm pwodiksyon richès yo
- Sou rapò ant moun k ap pwodwi richès yo
- Pwoblèm anviwònman
- Pwoblèm sante
- Pwoblèm edikasyon pèp, an patikilye pèp travayè yo

[26] Dispositions transitoires UEH, février 1997

Alòs, sou ki grad inivèsite a kanpe?

Papye inivèsite leta a renmèt etidyan yo lè yo fin pase plizyè ane ap etidye depann sa moun nan ap etidye ak kantite tan li fè ap etidye tou. Konsa, nan Inivèsite leta dAyiti (ILA), moun kapab sòti ak yon diplòm teknisyen, li ka sòti ak lisans, li ka sòti tou ak yon grad mèt oubyen doktè. Men tout sant fòmasyon yo pa delivre tout 4 tit sa yo. Fakilte medsin fòme teknisyen ak doktè. Fakilte syans delivre diplòm teknisyen ak lisans Enjenyè. Fakilte Etnoloji bay lisans ak metriz. Kisa ki anpeche inivèsite leta dAyiti prepare Ayisyen nan 4 nivo sa yo nan tout domèn ansèyman l ap pratike yo? Ki veritab bezwen peyi a genyen nan tout domèn sa yo?

Yon veritab ankèt nesesè pour rive detèmine bezwen fòmasyon yo. Men, annatandan rezilta ankèt ki poko lanse a, nou bezwen ranfòse kapasite pwodiksyon peyi a, otonomi pwodiktè yo ak pouvwa kontwòl yo sou demach pwodiksyon – distribisyon an yo kapab oryante nou. Plis pase 20.000 etidyan ap swiv kou nan inivesite leta nan tout peyi a, ki kantite ki sòti ak yon grad? Avèk ki grad yo sòti? Pifò etidyan yo pa sòti ak ankenn grad – ki grad n ap bay priyorite nan 10 lane k ap vini la yo. Kisa nou dwe fè pou moun ki pran grad yo nan lame sa a kapab patisipe nan fòmasyon lòt yo? Eske nou pa ta dwe bay grade yo, teknik pedagojik pou yo anseye kòmsadwa nan domèn yo a nan nivo pi fèb pase nivo pa yo a? Konsa, nou ta rive fòme 10.000 pwofesè chak ane nan plizyè domèn. Nan senp kesyon grad la, nou ka bay inivèsite a, yon lòt nivo. Kesyon lokalizasyon inivèsite a poze nan dosye fwon rezistans la.

Sou chimen refòm nan...

Annatandan nou reyalize yon pwojè refòm entegre tankou pwopozisyon Front résistance pour l'indépendance et l'autonome de l'UEH, Inivèsite a ka tabli yon chapant kòdinasyon fakilte ki sanble yo, mete sou pye yon kòdinasyon syans medikal yo: medsin

(FMP) – odontoloji – syans enfimyè, yon kòdinasyon syans administratif ak jiridik yo : INAGHEI (FDSE) dwa, yon kòdinasyon syans zimèn, syans sosyal yo :FASCH – ETHNOLOJI – FLA – Depatman istwa gewografi (ENS)
Depatman syans ekonomi, fakilte dwa yo (FDSE)
Kòdinasyon filozofi lèt, arts ak lang modèn (ENS)
Kòdinasyon Agwonomi syans latè ak politeknik
FAMV – FDS Depatman Fizik Matematik (ENS)

Zila

Dossier

FRONT DE RÉSISTANCE POUR L'INDÉPENDANCE ET L'AUTONOMIE DE L'UEH

Cadre de discussions sur la Réforme de l'UEH

I.- Introduction

La question de l'Indépendance et de l'Autonomie de l'Université d'État d'Haïti (UEH), désormais connue sous le nom d'Université Nationale Autonome d'Haïti (UNAH), est un processus d'engagement pour la démocratie. Elle est l'expression de luttes dont les principales revendications restent la déconcentration de l'UEH, l'admission ouverte à l'UNAH et sa démocratisation. Ce mouvement universitaire tend vers un fonctionnement de l'UNAH qui fait la promotion sociale des intérêts nationaux et populaires. Cela requiert un nouveau budget universitaire qui est à la hauteur de 10% du budget de la République.

Mais, cette quête d'autonomie ne prend corps que dans un cadre de référence. Le référentiel demeure, en la circonstance, les besoins de développement national, lequel développement est ici entendu

comme la réalisation des potentialités de toutes les Haïtiennes et de tous les Haïtiens. Comment l'UNAH peut-elle contribuer à la matérialisation de ce développement? Nous postulons que des réformes curriculaire, administrative et de l'espace physique restent les médiations nécessaires par lesquelles l'UNAH passera pour apporter sa contribution dans la construction de la démocratie en Haïti. Ces réformes seront guidées par un cadre référentiel approprié.

II.- Cadre de Reference de la Reforme

La Réforme suppose une mise en question profonde du fonctionnement de l'UEH, fondé sur la transmission de connaissances simplement universelles. L'étude sur le patrimoine culturel national y est jusqu'à présent négligée. Réformer l'enseignement supérieur haïtien, c'est donc développer une pensée nationale dans tous les domaines de la connaissance. En particulier, l'éducation universitaire tournera autour de la réalisation de la synthèse des héritages de civilisations amérindienne, africaine et occidentale. Le contenu de la formation sera déterminé à partir des problématiques sociales et technologiques haïtiennes que ces civilisations nous permettent de résoudre. Dès lors, seront formés des professionnels compétents et engagés dans la défense des intérêts nationaux et populaires.

La prise en compte des héritages amérindiens, africains et occidentaux dans l'éducation universitaire, présuppose l'orientation de la formation selon un cadre interdisciplinaire. Il s'agit d'envisager la production et la diffusion de connaissances selon des approches épistémologiques complémentaires et non-contradictoires. L'unité de l'homme haïtien sera préservée dans cette quête de diversité. Une académie de la langue nationale sera fondée en vue de la cohésion idéologique nationale.

Bien compris, ce cadre orientera les pratiques d'enseignement-apprentissage, de recherche et de service à la communauté. Toutes

ces relations pédagogiques viseront la formation de cadres réellement autonomes tournés vers la récupération de notre Indépendance nationale.

III.- LA RÉFORME CURRICULAIRE

L'Université est l'institution éducative par excellence, où se donnent l'enseignement culturel, l'enseignement professionnel et l'enseignement de la recherche. Cette triple caractéristique s'associe à la fonction sociale (préservation de l'identité culturelle et formation des adultes) pour faire de l'université, l'institution culturelle supérieure d'une Nation. Le curriculum occupe une place de choix dans l'accomplissement de ces tâches socioculturelles.

La Réforme curriculaire constitue une médiation académique importante dans toute démarche visant l'adéquation de l'enseignement supérieur aux nouveaux défis qui se posent dans la société. Le curriculum doit répondre à la question : quel type d'homme nous prétendons former à travers l'université ? Entre la définition et la construction d'un nouveau projet de société, et la matérialisation des grands choix économique, politique et culturel au bénéfice de la population, s'active le curriculum qui aide à former les agents préposés au développement national. En ce sens, la réforme curriculaire participe d'un processus politique d'orientation de la société.

L'Université d'État d'Haïti, de par son organisation spatiale, sa structuration facultaire et son inadaptation curriculaire, est incapable de remplir cette fonction d'orientation. La Réforme de l'UEH passe donc nécessairement par la refonte curriculaire, c'est-à-dire la restructuration des facultés, la réorganisation des cursus, l'élévation du grade universitaire, l'introduction d'une nouvelle pédagogie, etc.

3.1.- Restructuration des facultés

La restructuration des facultés doit tendre vers la rationalisation des dépenses, la pratique de la solidarité des enseignements et l'adéquation de l'enseignement universitaire avec les tâches majeures du développement national. Dans cette optique, la réorganisation suivante peut être expérimentée : on regroupera les facultés d'Ethnologie, des Sciences Humaines et de Linguistique Appliquée en deux Centres de Formation Universitaire : le Centre de Philosophie et des Sciences Humaines, qui se répartira en Départements de Philosophie, de Psychologie, d'Anthropologie, d'Histoire et de Géographie, de Science Politique et Juridique, de Sociologie ; et le Centre d'Art et de Communication, qui absorbera le département de Communication sociale de la FASCH, la Faculté de Linguistique Appliquée, l'École Nationale des Arts, et comprendra un département de Lettres.

Le Département de Service Social de la FASCH rejoindra les départements de Gestion, d'Administration Publique et de Comptabilité de l'INAGHEI, d'une part, et le département d'Économie de la FDSE et le CTPEA, de l'autre, pour former le grand Centre de Formation en Sciences Sociales Appliquées.

L'École Normale Supérieure restera l'institution universitaire qui forme des maîtres du secondaire, mais un Centre de Formation en Sciences de l'Éducation sera créé en vue de former des pédagogues, des didacticiens et des spécialistes de l'enseignement supérieur et de l'andragogie. La Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire deviendra le Centre de Formation en Agronomie et en Économie Rurale ; la Faculté des Sciences sera érigée en Centre de Formation Technologique. La Faculté de Médecine et de Pharmacie, la Faculté d'Odontologie et l'École des Infirmières seront transformées en un grand Centre de Formation des Professionnels de la Santé.

3.2.- Promotion active de la Recherche et Réforme des grades

La pratique de la solidarité des enseignements n'est pas une mécanique qu'il suffit de mettre en mouvement. La réorganisation des facultés n'aboutit pas automatiquement à son application. L'interdisciplinarité comme mode d'action académique, nécessite la promotion active de la Recherche à l'UNAH.

Des Instituts de Recherche seront créés à cette fin. Nous prévoyons la création d'un Institut de Recherche en Sciences Naturelles, chargé de faire des études prospectives sur les potentialités naturelles du pays ; d'un Institut de Recherche en Sciences Sociales et Humaines, orienté vers la compréhension de l'homme haïtien dans ses multiples déterminations ; d'un Institut de Recherche en Éducation, ayant pour mission de réfléchir sur les pratiques éducatives nationales, et particulièrement la praxis de l'éducation des adultes ; d'un Institut de Recherches Technologiques et de Développement, étudiant les problèmes technologiques qui entravent le développement du pays ; et d'un Institut de Recherches culturelles, chargé de théoriser sur la synthèse des apports amérindien, africain et européen de la culture nationale.

Ces Instituts seront des centres intermédiaires qui permettront d'élever l'enseignement universitaire haïtien aux grades de maîtrise et de doctorat.

3.3.- La réforme des grades et la question des ressources humaines

L'Université d'État d'Haïti gère un Programme de licence avec mémoire, qui n'a pas d'équivalence certifiée au niveau international. Le seul cycle d'études supérieures à l'UEH, vaut, dans bien des cas, le deuxième cycle universitaire dans des pays européens, mais l'équivalence s'obtient ordinairement après une évaluation.

Le souci de graduation de l'Université d'État d'Haïti, n'a pas jusqu'à présent retenu l'attention des hommes politiques et universitaires, au point qu'il n'est pas encore mis à l'agenda politique ou universitaire par la lutte de professeurs et étudiants pour l'Indépendance et l'Autonomie de l'UEH. La politique éducative haïtienne a toujours traité l'UEH en parent pauvre. Aussi des professeurs ne sont-ils pas massivement formés en vue de relever le niveau académique et le grade universitaire. De même, ils ne sont pas encore reconnus comme des professionnels à part entière, en dépit du fait qu'ils maîtrisent des connaissances spécifiques et remplissent une fonction de service public.

La question de formation de ressources humaines est donc directement liée au défi de la professionnalisation du métier d'enseignant en général, et du professeur d'université, en particulier. La réforme des grades universitaires exige une politique de formation de professeurs, elle-même soutenue par une volonté politique de reconnaître socialement la profession d'éducateur. Ce problème peut être abordé à partir de deux angles : l'octroi de bourses d'études à l'étranger et la formation de personnel sur place, d'une part, et la promotion d'organisation d'enseignant chargée de défendre les intérêts de la profession et d'impulser l'intérêt de celle-ci pour le développement national.

Par ailleurs, la prise en compte des faiblesses du pays en termes de cadres par domaine de connaissance, est un élément important de la politique de formation de cadres pour le développement de l'UNAH. Par exemple, les Sciences Naturelles sont des domaines d'études où sont formés pas mal d'Haïtiens ; par contre, les champs de philosophie, d'épistémologie, d'archéologie,..., restent des disciplines encore minoritaires en Haïti.

L'objectif de réforme des grades exige la formation, à court terme, de 50 professeurs au niveau doctoral et de 100 au niveau de la maîtrise ; un noyau de 30 professeurs animera les cinq (5) premiers

Instituts de Recherche qui forment la colonne vertébrale de la réforme de grade à l'UEH. Ces Instituts fonctionneront en groupes de recherche interdisciplinaires où des étudiants qui se vouent à l'enseignement supérieur, s'initieront à la pratique d'investigation scientifique.

Des spécialistes en administration universitaire seront aussi formés dans la perspective de la gestion collective de l'UNAH ; autant dire que la bureaucratie universitaire doit être combattue sous toutes les formes.

A long terme, l'UNAH doit être elle-même capable de former ses cadres. Des programmes de maîtrise et de doctorat débuteront d'ici 2010, et ceci, dans les Centres de Formation qui disposent déjà de programme de post-gradué. De même, des programmes de spécialisation en Sciences agricoles, de l'environnement, de l'énergie, en technologies industrielles, en Santé Communautaire, etc., seront conçus à l'intention des gradués du premier cycle qui n'entendent pas mener une carrière universitaire. Au fur et à mesure de l'implantation de la politique de réforme des grades, le Programme de Licence sera aussi réformé pour correspondre avec sa vocation historique de formation professionnelle supérieure.

Entre le projet de réforme des grades et la question de formation des ressources humaines se situe donc la médiation nécessaire de valorisation de la profession enseignante. La société sait que les professeurs prêtent un service public unique qu'est l'éducation des jeunes et adultes ; elle sait aussi que la profession d'enseignement possède une connaissance ésotérique, c'est-à-dire une compréhension d'opérations intellectuelles spéciales et la maîtrise d'habiletés techniques spécifiques, mais elle ne la reconnaît pas encore en tant que telle. Cette reconnaissance tardive passe par une amélioration substantielle des conditions de travail et du traitement salarial des professeurs au triple niveau fondamental, secondaire et supérieur. Ils doivent pouvoir gagner leur vie et se réaliser

personnellement pour s'intéresser à l'exercice de la profession. La réforme universitaire doit aboutir à la valorisation du métier d'enseignant.

3.4.- Le Service Social Universitaire et la Pédagogie active du travail

La réforme curriculaire doit tendre vers la formation de citoyens et citoyennes conscients de leur nécessaire participation au développement du pays. Cette tâche requiert l'ancrage de l'enseignement dans la réalité haïtienne, mais cet ancrage ne doit, en aucun cas, porter préjudice à la diffusion de connaissances à dimension universelle à l'UNAH. Au contraire, les étudiants doivent pouvoir réaliser la synthèse entre des savoirs proprement populaires et des connaissances accumulées par l'homme au cours des ans.

L'utilité sociale des professions est une préoccupation de la réforme universitaire avec l'engagement scientifique pour la transformation de la société. En ce sens, l'étudiant occupe une place de choix dans cette politique. Il choisit son curriculum en fonction des intérêts et motivations qu'il a su montrer pour sa propre réalisation et sa future participation à l'avancement matériel, scientifique, technologique et culturel de la Nation.

La pédagogie active du travail comme méthode d'enseignement/apprentissage permettra d'une part, de synthétiser les connaissances universelles et les savoirs locaux, de l'autre, d'introduire l'éduqué dans le monde de sa profession. Elle consiste à combiner savamment les méthodes actives d'enseignement/apprentissage (qui font intervenir la participation des étudiants dans la structuration des cours et l'évaluation de l'enseignement) avec la relation nécessaire du travail intellectuel/travail manuel. La Pédagogie active du travail tient compte de la place de la pratique dans la compréhension théorique du réel. Les problèmes pratiques qui se posent comme autant de

défis au processus de développement du pays, sont des moyens pédagogiques dans la sensibilisation des étudiants sur leur rôle dans la société et à l'université.

Dans les ateliers de production, ils expérimentent la pertinence ou la congruence de la synthèse savoir universel/savoir local. Les expériences ainsi accumulées et appropriées leur seront utiles dans l'exercice de leur profession. A l'Université, ils auront eu l'opportunité de se rendre compte qu'une profession est la pratique d'un service social qu'ils apprendront à prêter à une collectivité, en partant de réels besoins exprimés par cette dernière. Du même coup, ils reproduisent l'unité dialectique de la théorie et de la pratique contenue dans le monde des hommes.

L'implantation d'atelier de production à l'Université, est aussi un moyen pédagogique d'apprendre à apprendre l'utilité sociale d'une profession. En même temps que l'étudiant produit des biens et services utiles à sa communauté, il réalise aussi sa propre individualité par sa contribution au fonctionnement de son atelier. Celui-ci est donc aussi un lieu d'épanouissement.

La Pédagogie active du travail doit déboucher sur l'acceptation du Service Social Universitaire d'abord comme rétribution des étudiants à la collectivité qui a consenti des sacrifices pour produire cette valeur qu'est le jeune formé, et ensuite comme stratégie d'évaluation ultime de l'étudiant avant sa graduation. Cette méthode d'enseignement/apprentissage prépare les esprits à s'ouvrir aux autres, à manifester de la solidarité concrète dans le processus de solution du problème des autres et à se rendre donc utiles à la société.

L'institutionnalisation du Service Social Universitaire est donc un élément non-négligeable de la réforme curriculaire. Le Service Social poursuit la formation des éduqués ; son institutionnalisation amplifie la portée des ateliers de production. La loi de 1973 sur le

Service Civique en Agronomie sera adaptée au contexte actuel du développement des professions et son application sera étendue à tous les Centres de Formation Universitaire de l'UNAH. Autant dire que les étudiants passeront deux années de Service Social où ils se spécialisent sur le terrain et perçoivent un salaire social qui sera indexé sur la valeur de la reproduction de ses capacités physiques et intellectuelles.

IV.- De la Réforme Administrative à l'UEH

L'Université d'État d'Haïti est sous-administrée. Le personnel administratif est très souvent absent dans les discussions concernant l'avenir de l'institution. Représentant environ 5 % des composantes universitaires, la qualification de ses membres semble être un problème à la gestion adéquate de l'historique curriculaire des étudiants. De plus, le personnel administratif est souvent inféodé au Décanat en place qui se comporte comme un véritable cacique.

Par ailleurs, la gestion actuelle de l'UEH, contraste avec la volonté de participation des étudiants et professeurs, affirmée dans les luttes pour l'Indépendance et l'Autonomie de l'Université. Les doyens et conseils de direction utilisent les ressources de l'institution comme leurs propres propriétés privées. Ils embauchent des professeurs de leur choix, consentent des dépenses sans consulter les autres partenaires et recrutent le personnel selon leur propre vision. L'Université d'État d'Haïti perd de son caractère de Service Public. Pour recouvrer ce statut, l'UNAH doit être gérée de manière démocratique et professionnelle. Mais, cette forme de gestion implique la centralisation administrative et la déconcentration des services universitaires offerts à travers le pays.

4.1. – Centralisation démocratique de l'Administration de l'UEH

Le principe d'Autonomie de l'UEH pose la nécessité d'une administration centrale démocratique et compétente. La participation et la compétence sont les médiations nécessaires de cette centralisation démocratique. L'Administration de l'UNAH sera organisée de services académique, financier, de recherche et d'extension compétemment réunis sous l'autorité du Conseil Exécutif du Rectorat qui organise désormais le concours d'Admission en attendant l'admission ouverte. Chaque service établit son plan annuel à partir des discussions et évaluations réalisées de concert avec les organisations d'étudiants, de professeurs et du personnel administratif. Les vices-recteurs coordonnent ses activités. Dans les régions académiques, les conseils de Directions ou coordinations seront des délégués de ces vices – rectorats. Les plans d'études et le budget de l'UNAH résulteront de ces consultations démocratiques. Si la gestion académique est décentralisée, la gestion financière sera centralisée de manière à allouer équitablement des ressources aux unités régionales de l'UNAH.

4.2. – Gestion académique de l'UNAH

Les Vices - recteurs aux affaires académiques et à la Recherche gèrent les dossiers des étudiants et professeurs avec les Conseils des Etudes. Cette gestion collective admettra l'observation de délégués de professeurs et d'étudiants qui seront des canaux d'information sur les revendications de ces catégories.

Ensemble, ils choisiront des comités d'évaluation des pratiques d'enseignement, des activités de services de recherche et des plans d'études selon le critère d'adéquation des activités académiques avec les problématiques sociales et technologiques du pays.

Le Vice – Rectorat à l'Extension Universitaire est chargé de diffuser les connaissances produites et de coordonner les activités de Service Social en général. Il fonctionnera comme un médiateur entre la société et l'Université. A ce titre, il gère les services à la communauté, par l'organisation de séminaires, de colloques et de conférences et la coordination des stages des étudiants et du recyclage des professeurs. Il siégera à la Commission Académique comme observateur de la Société.

4.3. – Gestion Professionnelle de l'UNAH

Le développement de la Science et de la Technique interdit la dominance de l'amateurisme et du pragmatisme vulgaire. L'UNIVERSITÉ, comme espace de formation de la conscience philosophique, doit démontrer l'application de cette caractéristique dans sa gestion quotidienne.

Une gestion professionnelle requiert l'embauche du personnel compétent. Le recrutement sur concours ouvert au public, participe du processus de gestion démocratique et professionnelle de l'UNAH.

Des Comités de Curriculum, de Recherche et d'Extension Universitaire seront formés de représentants de toutes les unités régionales de l'Université Nationale Autonome d'Haïti. Ils renseignent sur la professionnalisation de l'éducation universitaire.

V.- DE L'ESPACE PHYSIQUE A L'UNAH

La Réforme de l'espace physique de l'UEH implique une réforme de la mentalité des cadres actuels, une réforme de la mentalité des autorités d'Etat, une réforme de la mentalité des jeunes appelés à devenir de futurs cadres. Le sens de l'effort, voire des sacrifices doit faire partie de notre réflexe. Nous devons volontairement choisir l'éclatement du système ancien, à savoir transférer la

faculté d'Agronomie dans le nouveau campus Artibonite à créer; transférer la faculté des Sciences Humaines dans le nouveau campus Sud – Grand Anse à créer; conserver la faculté des sciences appliquées et la faculté des sciences médicales dans le campus ouest Sud-Est à créer; une faculté des sciences sociales dans le campus Nord à créer. Les centres d'enseignement public sont éparpillés à travers les quartiers de Port - au – Prince. Nous devons les concentrer dans des campus régionaux à travers la république. Le pays sera divisé en 4 régions sur le plan de la formation universitaire :

Région	**Départemant**
I Nord	Nord- Nord Est Plateau Central
II Artibonite	Artibonite Nord Ouest
III Ouest	L'Ouest, Sud Est
IV Sud	Sud, Grande Anse

L'organisation de l'enseignement s'établirait à trois niveaux à l'échelle nationale :
Niveau Faculté - Niveau Département - Niveau Cours

Une région peut avoir un niveau Faculté dans un domaine de l'enseignement, le niveau Département dans un autre domaine et le niveau Cours dans d'autres domaines.
Toutes les régions auront obligatoirement au moins une faculté, au moins un département en Agronomie et Économie Rurale et les propédeutiques : cours de Maths, de Physique, de Chimie, d'Histoire, de Grammaire, d'Economie, de musique, etc.

Région	Faculté	Département	Cours Propédeutiques
I Nord	Sciences Sociales Anthropologie, Histoire, Géographie Science Politique et Juridique Sciences de l'Éducation Sociologie.	Agronomie et Économie Rural	Math.- Physique, Chimie, Histoire, Economie, Grammaire, Musique, Biologie, Dessins, Sociologie
II Artibonite	Agronomie et Économie Rurale	Economie Gestion/Infor-matique, Droit, Histoire	Cours généraux de base
III Ouest	Sces Appliquées Sces médicales, École normale Supérieure,Sces sociales Appliquées	Agronomie et Économie Rurale	Cours Généraux De Base
IV Sud	Sces Humaines et Philosophie, Psychologie,Lettres, Philosophie, Beaux Arts et Communication Sociale	Agronomie et Économie Rurale	Cours Généraux de base

L'université n'étant plus conçue comme un espace d'éducation supérieure concentrée dans la capitale proche des centres occidentaux de recherche, elle doit être développée sur tout le territoire national sur plusieurs secteurs. 4 campus doivent être

créés. L'enseignement supérieur est disponible dans 4 centres universitaires publics.

1. Le Centre du Nord accueillera 5000 bacheliers venant essentiellement du Nord, du Nord – Est, du Plateau Central et des autres régions du pays. **La spécialité** du Nord sera les sciences sociales, entre autres les sciences politiques. La priorité est accordée au domaine de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, à l'environnement, à la santé publique, à la formation des maîtres.
2. Le centre universitaire de l'Artibonite recevra les bacheliers du Nord-Ouest et de l'Artibonite et des étudiants des autres départements ayant déjà réussi avec succès, les propédeutiques dans leur région spécifique.

La spécialité du Centre sera l'Agronomie et l'Économie Rurale. Le centre sera localisé dans la région des Gonaïves. Il accueillera 5000 étudiants et s'installera sur 20 carreaux de terre.

3. Le campus universitaire de l'Ouest accueillera 25 000 étudiants venant essentiellement des départements du Sud-Est et de l'Ouest. Sa spécialité, ce seront les sciences appliquées et les sciences médicales.
4. Le Centre Sud – Grande Anse accueillera 5000 étudiants venant du Sud et de la Grande Anse. Sa spécialité sera : les Beaux – Arts, la Communication Sociale et petits métiers traditionnels, les Sciences Humaines, les Lettres, la Philosophie.

VI. - Recherche de ressources

La réforme de l'UEH exige des débours importants. La recherche de ces fonds se caractérise par une démarche professionnelle, active, osée et originale. Autrement dit, l'UNAH engagera les services de cadres compétents et créatifs en la matière, mais ils travailleront selon le cadre librement choisi par la communauté

universitaire. La lutte reste ouverte pour l'acceptation et la concrétisation de ce plan de réforme.
La première source de financement de la matérialisation de la réforme, demeure le budget de la République. Des mouvements sociaux universitaires doivent s'exprimer en vue de l'obtention de l'allocation de 10 % du budget national à la constitution de la nouvelle UNAH.

La cotisation des étudiants est aussi une source financière non - négligeable. La fiscalisation des frais d'immatriculation et leur gestion centralisée de manière démocratique, supposent la rationalisation des dépenses pour la reconstruction de l'UEH. C'est à partir de cette pratique de gestion que la solidarité nationale sera organisée autour du projet. Des concerts de musique rapporteront des fonds substantiels ; de même, des dons de tableaux de peinture seront reçus et vendus au profit de la reconstruction. L'Association des Médias mettra sur pied un marathon dans le même esprit de collecte de fonds. Des associations de soutien à la Réforme seront suscitées dans la diaspora haïtienne en vue d'étendre le mouvement de collecte de fonds.

Une autre source financière importante et permanente, sera constituée des produits de la vente de services d'évaluation, de recherche et d'extension universitaire. Ces fonds seront complémentés par la vente de produits fabriqués dans les ateliers de production qui seront établis sur la base de la rencontre théorie/pratique qui caractérisera désormais l'éducation universitaire haïtienne.

Enfin, des prêts internationaux négociés par l'UNAH elle-même, forment la dernière étape du processus de collecte de fonds pour la reconstruction de l'UEH. Ces négociations tiennent compte de la solidarité internationale effective et de l'autonomie réelle de l'UNAH. Autant dire que la coopération internationale universitaire ne doit pas mettre en question les principes

constitutionnels d'indépendance et d'autonomie de l'UNAH. L'UNESCO sera le principal médiateur dans la recherche de ces prêts internationaux.

La Réforme mettra un certain temps à se réaliser. Nous prévoyons donc une période de dix ans pour la mise en place des infrastructures. Mais, dès l'obtention de la nouvelle allocation budgétaire, les premières constructions vont démarrer. La réforme curriculaire et la réforme administrative commenceront dès l'investiture du nouveau Conseil Exécutif de Gestion de l'UEH.

Le budget suivant concerne seulement l'établissement des infrastructures, il donne un panorama global des dépenses à consentir et du nombre d'étudiants à être accueillis au cours du processus de réforme.

Régions	**Superficie campus**	**Capacité d'étudiants**	**Surface bâtie**	**Coût**
Nord	20 cx	5000	8 000 m²	$us 8 000 000
Artibonite	20 cx	5000	5 000 m²	$us 5 000 000
Ouest	70 cx	15000	20 000 m²	$us 20 000 000
Sud	20 cx	5 000	10 000 m2	$us 10 000 000

Fich Abònman

Non ak siyati

....

....

Kalte abònman :

Nòmal 300goud

Soutyen.................... 500 goud

Kantite kòb

Adrès Kay

....

....

Komite Redaksyon

JnAnil Louis-Juste, chèf redaksyon
Emanuela Paul, sekretèz redaksyon

Redaktè

Julien Sainvil
Franck Séguy
Yves Sanon
JnAnil Louis-Juste
Marlyne Jenny Joseph
Édine Célestin
Emanuela Paul
Roland Bélizaire

Kopirapid enprimri
Depo Legal 08-04-171
Mel :asiddesalin@yahoo.fr


UNIVERSITY OF MIAMI
3 5051 124980931